

APRÈS LA FIN DE L'« OPÉRATION » DES FORCES
SPÉCIALES TURQUES, LES HABITANTS DE ŞIRNAK
RETROUVENT UN QUOTIDIEN FAIT DE DÉCOMBRES.



mêrhaba hêvalnô

nouvelles du
kurdistan



MENSUEL N°10
15 DÉCEMBRE 2016
PRIX LIBRE

ŞIRNAK, À LA RECHERCHE D'UNE HUMANITÉ DÉTRUITE

Nous relayons à nouveau un article de Kurdistan.net. Sur le site internet, vous pouvez, en plus, trouver cinq témoignages vidéos.

A Şirnak, le couvre-feu déclaré le 14 mars est « partiellement » levé depuis le 14 novembre, il reste en vigueur entre 22h et 5h... Ce couvre-feu a duré 246 jours.

Les habitant.e.s qui ont voulu rentrer dans leur ville, ont trouvé sur l'emplacement de leur maison, des débris et gravats.

Un article de faits et de témoignages simples, qui décrivent la barbarie à l'œuvre, derrière le portrait parfois moqué d'un

régime qui s'installe en Turquie, à partir d'un seul cas... qui pourtant en résume tant d'autres.

Les quartiers les plus endommagés sont ceux de Yenimahalle, Bahçelievler, Gazipaşa, Dicle, Cumhuriyet et Yeşilyurt.

La préfecture annonce que sur 15 000 maisons et immeubles endommagés lors des « opérations menées contre le PKK », 2 000 sont déjà détruits, et environ 4 000 seront également rasés. Et il n'y a pas que des maisons d'habitation, 3 écoles sont également totalement détruites.

♦♦♦ suite p.3



Le Rojava : oser imaginer [partie 2]

p. 6



Attaques contre les intérêts turcs en Europe

p. 22

au sommaire :

- ♦ Edito p. 2
- ♦ La destruction de Şirnak p. 3
- ♦ Le Rojava : oser imaginer [partie 2] p. 6
- ♦ L'indépendance pour les Kurdes d'Irak ? p. 10
- ♦ Shengal, nouvelle base pour le PKK ? p. 12
- ♦ KODAR : un front démocratique p. 14
- ♦ En Iran, la lutte kurde dans l'ombre p. 15
- ♦ L'abus sur les mineur.e.s légalisé par mariage p. 17
- ♦ La guerre d'Erdoğan contre les femmes p. 19
- ♦ Messages de lutte pour le 25 novembre p. 21
- ♦ Attaques contre les intérêts turcs en Europe p. 22
- ♦ Glossaire & agenda p. 24

ÉDITO

Ce bulletin mensuel autour de l'actualité du Kurdistan est notamment rédigé depuis la ZAD de NDDL, mais pas seulement ! Un certain nombre de camarades de Toulouse, Marseille, Angers, Lyon et d'ailleurs y participent...

Pour nous contacter : actukurdistan@riseup.net

Décembre. L'hiver s'installe, doucement, implacablement. Malheureusement, ce mois-ci encore, le flot de mauvaises nouvelles poursuit son cours, et le froid signifie aussi un durcissement des conditions de vie pour celles et ceux qui continuent de résister.

Alors que nous entendons parler dans les médias des horreurs du massacre des civil.e.s à Alep, qui ont lieu parce que les Syrien.ne.s se sont soulevé.e.s contre leur régime sans que ni l'ONU ni l'Europe ne lèvent le petit doigt, d'autres massacres qui seront sans doute beaucoup moins médiatisés puisque perpétrés par la Turquie, le grand allié anti-migrant.e.s de l'Europe, sont à craindre au Rojava et au Bakûr.

Les arrestations de membres du HDP et du DBP se poursuivent, les conditions d'isolement des leaders emprisonné.e.s le mois dernier se durcissent, les discours haineux et misogynes du pouvoir sont de plus en plus assumés, tandis que les habitant.e.s des villes détruites par l'armée les mois passés, reconnaissent à peine leurs maisons. Nous publions ce mois-ci le témoignage de l'un d'entre eux.

Au Rojhilat, les nouvelles, éparses, ne sont pas meilleures, et rapportent que les disparitions de civil.e.s kurdes en pleine rue continuent.

Difficile de garder espoir, et pourtant... Les Kurdes nous montrent à chaque instant que même au plus profond de la nuit, la résistance et la rage révolutionnaire sont encore possibles, et qu'au milieu des bombes et de la répression, l'amour de la liberté soulève des montagnes. C'est ce qui ressort de manière très sensible des textes de Dilar Dirik, dont nous publions (encore!) deux écrits ce mois-ci, l'un sur la guerre d'Erdoğan envers les femmes qui résistent, et l'autre qui est un compte-rendu de voyage au Rojava. Il y a aussi Özgür Gündem – un des journaux fermés par le gouvernement – qui signe sa deuxième publication depuis la prison.

Au royaume capitaliste kurde qu'est le Kurdistan irakien, la grogne populaire gagne également du terrain contre le gouvernement Barzani et ses pétrodollars qu'il garde pour lui et ses proches.

Du côté de l'Europe, des voix s'élèvent ici et là parmi les élu.e.s de gauche pour afficher leur soutien au HDP. Pas sûr que cela suffise, mais c'est un premier pas. Il faut dire que la diaspora kurde intensifie les actions de protestation afin de se faire entendre.

Certes, c'est l'hiver, certes, tout va mal, mais les graines sont là, elles ont même déjà germé, et qui peut dire ce que le printemps fera éclore ?

N'hésitez pas à jeter un coup d'oeil au glossaire à la fin de bulletin lorsque vous tombez sur des sigles qui vous semblent incompréhensibles.

*** suite de la p. 1

« Afin d'éviter un flux trop important » déclarent les autorités, « les habitants ne sont autorisés à revenir que quartier par quartier. »

« Il n'y a plus de ville »

Ramazan Demir est avocat et membre du Conseil d'Administration du ÖHD (Association des Juristes Libres), une des 370 associations récemment fermées par décret promulgué sous état d'urgence. Vous connaissez sans doute son nom, car Ramazan fut arrêté et emprisonné le 16 mars avec ses collègues. Une campagne de soutien européen avait été alors lancée. Il avait été libéré le 9 septembre dernier pour comparaître en liberté.

Ramazan est un enfant de Şirnak. Pendant le couvre-feu, sa famille, comme beaucoup, s'est réfugiée chez des proches, habitant en dehors de Şirnak. Ramazan fait partie de ceux qui sont revenus en ville pour chercher leur maison.

« Je n'ai, littéralement, rien vu. Réellement, il ne reste plus rien. J'ai aussi vécu le Şirnak de l'année 1992. J'étais alors un enfant, j'avais tout vu au travers de mes yeux d'enfant. Toutes les maisons étaient endommagées, mais elles étaient réparables, vivables. Aujourd'hui, il ne reste même plus les fonda-

tions. Vous pouvez abattre le mur, trouser le toit, je ne sais pas moi, casser la porte, tout cela peut être réparé... Là, il n'y a même pas de fondations.

Alors, il n'y a plus de Şirnak. J'ai un pays, qui n'a plus de ville. »

Ramazan exprime ce qu'il a ressenti en cherchant la maison dans laquelle il est né et a grandi :

« D'abord vous suffoquez, vous vous enfoncez dans un silence profond et vous essayez de comprendre. Vous essayez d'accepter que rien de tout ce que vous avez laissé n'existe plus. Vous n'arrivez pas à vous rappeler que vous aviez été un enfant dans ces rues. Parce qu'aucune donnée qui le prouve ne se trouve plus autour de vous. Vous regardez comme ça, dans le vide. Vous laissez tout derrière vous, et vous partez. »

« J'avais écrit depuis la prison, j'avais parlé de notre mûrier. Il n'est plus là, lui non plus, comme la maison de ma grand-mère. »

[...] Ramazan publie plusieurs vidéos qui montrent le quartier Yeni Mahalle complètement rasé ; une autre autour une discussion avec oncle Yusuf pour tenter de savoir qui est le propriétaire d'une maison détruite ; une vidéo également sur les quartiers de Dicle également détruit, de Yeşilyurt et de la place d'Azadi, de Bahçe-



ŞIRNAK : UN PROJET POUR LES BÉTONNEURS SUITE À LA DESTRUCTION DES QUARTIERS...



lievler, le plus grand quartier de la ville, complètement rasé. Il ajoute : « *Avec l'état d'urgence, le droit est suspendu. Ceux qui commettent ces crimes, seront condamnés un jour, même si ce n'est pas devant les tribunaux turcs, ce sera devant le Droit international.* »

Même les tombeaux...

Même le cimetière a été profané. Le tombeau de Hacı Lokman Birlik aussi. Il avait été exécuté au mois d'octobre 2015, son corps attaché à un blindé, avait été traîné [cf. *Merhaba Hevalno hebdomadaire n°2, sur Kedistan.net*]. Son calvaire et la haine contre lui n'a donc pas de fin...

Hacı Lokman était le neveu de Leyla Birlik, une des quatre député.e.s de Şırnak.

Notons que lors des dernières élections du 1er novembre 2015, la totalité des quatre députéEs représentant Şırnak étaient des candidat.e.s HDP élu.e.s avec 85 % des votes.

Leyla Birlik et Ferhat Encu ont été arrêtés le 4 novembre.

Faysal Sarıyıldız est actuellement à Bruxelles. Nous apprenons aujourd'hui même, que son passeport a été supprimé et qu'un avis d'arrestation a été lancé à son encontre. [...]

Le quatrième député du HDP, Aycan İrmiz, lui libre, pour le moment, est retourné à Şırnak et partage ses constats : « *Certains quartiers sont entièrement détruits. Dans un tel état que les habitants qui reviennent ne retrouvent pas leur maison. La population de Şırnak, s'est trouvée devant un couvre-feu de 9 mois, jamais vu nulle part. Les habitants sont face à une pratique qui vise à effacer la culture, l'identité et la mémoire d'une ville.* »

La Préfecture de Şırnak a fait à son tour, une déclaration le 16 novembre et a annoncé : « *Notre commission d'évaluation de dégâts travaillera rapidement afin de compenser les dommages, le plus rapidement possible et parallèlement, nous allons reconstruire un Şırnak moderne et tout neuf.* »

Selon Aycan İrmiz les déclarations affirmant « *la Préfecture a mis en place les possibilités nécessaires à la disposition de la population* » sont totalement hors de la réalité : « *Nous essayons d'aider la population avec la contribution des mairies et des organisations de la société civile. Mais vous le savez, avant la levée du couvre-feu et l'ouverture de Şırnak, le maire élu par la volonté du peuple, a été [destitué] de ses fonctions et un [remplaçant] a été nommé à sa place.* »

Aycan ajoute également qu'il y a toujours des familles qui vivent sous des tentes et partagent les maisons à 15-20 : « *Ils doivent vivre comme cela, car ils n'ont pas d'autre lieu où aller.* »

La ville promise aseptisée et vidée de ses âmes

Quant au candidat AKP de Şırnak, Arslan Tatar, il a déclaré que 60 % de la ville est détruite mais a nié le fait que les immeubles en état soient également détruits. « *Ces destructions concernent des cas comme par exemple, tout un pâté de maisons qui sont détruites, dans laquelle il reste un seul immeuble* » et annonce : « *Le gouvernement a commencé un projet pour 6 000 habitations* ». Bonnes nouvelles donc, pour les entreprises de bâtiment pro-régime...

Dans le nouveau Şırnak, ville promise par la Préfecture, "toute neuve" et toute "moderne", la gentrification va accompagner "l'épuration ethnique" comme cela a été le cas à Sur, quartier historique de Diyarbakır, récemment dévasté et totalement exproprié.

Nous n'avons jusqu'alors pas entendu dans la bouche d'un "responsable" en Europe ou ailleurs, la qualification de "crimes de guerre", terme juridique pourtant utilisable à minima, pour cette destruction totale d'un lieu de vie, de son passé, de sa culture, de ses paysages, et de nombre de celles et ceux qui ont tenté de résister à cette démarche génocidaire de l'Etat turc, en protégeant leurs familles. Şırnak pourrait pourtant faire l'objet de jumelage avec des "Oradour".

Par ces temps où le Tribunal Pénal International est plus entre les mains de la géopolitique internationale que dans celles de juges, il faudra sans doute attendre encore beaucoup pour que ces "dossiers" s'y retrouvent.

Désolés pour cet article, qui peut faire qu'on se sente impuissant.e devant la barbarie. Ces faits doivent pourtant être dénoncés. Cela n'en renforcera que plus la compréhension que ce qui se passe dans cette région du monde (et de grâce, pas de mise en comparaison, tous ces crimes sont liés), « *secouera inévitablement l'Europe* » comme le crie Aslı Erdoğan, depuis sa prison.

Source

Kedistan.net

au Bakûr :

♦ **ŞIRNAK** : Le couvre-feu qui était en vigueur depuis 246 jours (8 mois) a été partiellement levé le 14 novembre. 8 quartiers (dans lesquels vivait 80 % de la population) ainsi que tous les espaces verts de la ville sont entièrement rasés, les sièges locaux du DBP et du HDP sont désormais des tas de gravats, le cimetière ciblé est partiellement détruit, y compris la tombe de Hacı Birlik, jeune combattant exécuté à Şırnak en octobre 2015 et dont le corps avait été attaché à l'arrière d'un véhicule militaire et traîné dans les rues de la ville. Le gouvernorat affirme qu'environ 2 000 bâtiments ont été détruits ; selon les député.e.s HDP qui ont participé à la délégation qui s'est rendue à Şırnak le 15 novembre, ces chiffres sont loin de la réalité du terrain : « *Ce qu'on a vu n'est pas différent que ce qu'on voit à Alep. L'État a mis la ville à sac avec toutes ses forces techniques et militaires. Ils voulaient effacer la mémoire du peuple [...]. Celles et ceux qui sont rentré.e.s dans la ville n'ont pas pu trouver leur maison. Oui, le couvre-feu a été levé, mais il ne reste aucune rue.* » [ANF]

♦ **NUSAYBIN** : La destruction systématique continue dans le cadre du couvre-feu qui y est imposé depuis le mois de mars. Nursen Demir, femme originaire de Nusaybin, avait refusé de quitter sa maison lors du début des attaques de l'armée turque. Sa maison tombant de plus en plus en ruine dû aux bombardements de l'armée, elle s'était réfugié dans un sous-sol avant d'enfin réussir à s'enfuir. Arrêtée par les soldats, elle a subi des pires tortures dans l'ancienne école transformée en QG de l'armée. Aujourd'hui, elle passe en procès pour avoir « entravé l'unité et l'intégrité de l'État » : elle risque une peine de réclusion à perpétuité. [ANF, JINHA]

♦ **AMED** : Le gouvernorat de Amed a déclaré des nouveaux couvre-feux dans neuf villages situés dans le district de Lice. À Sur, dans le quartier de Fatih Paşa, l'eau a été coupée dans une tentative d'intimider les habitant.e.s pour qu'elles quittent leurs maisons. Face aux troupes mourant de soif et aux risques de maladies, des habitant.e.s s'organisent

pour faire face à cette situation. [JINHA]

♦ **CIZRE** : Le combattant YPS Abdullah Mutlu avait trouvé la mort le 10 février lorsque l'armée avait bombardé le deuxième sous-sol à Cizre où s'étaient réfugié.e.s des habitant.e.s d'un immeuble en train de tomber en ruine sous les bombes de l'aviation turque (voir Merhaba Hevalno n°1). Mi-novembre, soit 9 mois plus tard, sa famille a enfin pu récupérer son corps et l'enterrer dignement. [ANF]

♦ **GÉNOCIDES POLITIQUES** : Fin novembre, le parlement a finalement décrété comme étant illégal le système de coprésidence (homme-femme) pratiqué par le DBP et le HDP. La chasse aux maires, mairesses et parlementaires kurdes continue au Bakur et dans le reste de la Turquie. Depuis novembre, des maires et mairesses de Van, Ipekyolu, Dersim, Siirt, Bitlis, Guryomak, Mardin, Kiziltepe, Bakdeniz, Halfeti et Silopi, dont la plupart avait déjà été démis.e.s de leurs postes et remplacé.e.s par des représentants de l'AKP, ont été arrêté.e.s. À Erciş et Başkale, dans la région de Van, 41 personnes ont été arrêtées lors des nombreuses perquisitions qui ont eu lieu mi-novembre. À Mardin, 20 des 31 député.e.s DBP arrêté.e.s le 1er novembre ont été emprisonné.e.s, après 18 jours de garde-à-vue. Le 12 décembre, 68 membres du HDP et du DBP ont été arrêté.e.s lors des perquisitions simultanées à Istanbul, Adana, Manisa, Ankara et Urfa. Sebahat Tuncel, Gültan Kışanak, Ayla Aka et Figen Yüksekdağ, les quatre femmes leaders (du DBP, de la mairie de Amed, du KJA, et du HDP, respectivement) sont enfermées



en isolement. Le procès de cette dernière pour « propagande pour une organisation terroriste » a commencé fin novembre. Adem Geveri, député HDP de Van, est également passé devant le juge par rapport à des déclarations qu'il avait faites en 2015 ; le procureur a demandé une peine de prison à vie. Dans une conférence de presse au parlement, Osman Baydemir (HDP) a déclaré : « La société est dans cette situation parce que le président est esclave de ses propres angoisses et peurs. Si vous affirmez être un berger [...] nous gardons toujours le droit de résister pour ne pas devenir un troupeau. » [JINHA, ANF]

♦ **RÉSISTANCE DES FEMMES** : À Mardin, les femmes s'organisent pour résister contre les mesures mises en place par le nouveau maire (désigné par l'AKP pour remplacer les représentantes DBP). Lorsque le Département des Affaires des Femmes a été perquisitionné, tous les départements de la municipalité se sont unis pour tenir une grève en solidarité. Dans un entretien avec JINHA, Şaziye Önder, co-mairesse de la municipalité d'Igdir, désormais destituée de son poste, a dit : « Ils [l'AKP] ne veulent pas qu'il y ait des femmes dans les municipalités. Avant, il y avait soit une seule femme dans le conseil municipal, soit aucune. Mais maintenant, les femmes ont le pouvoir de déterminer leur avenir politique. Les femmes règlent leurs propres problèmes et se rendent visibles. » [JINHA]

♦ **VAN** : Le 18 novembre, le nouveau maire AKP de la ville a fermé la seule école de la région proposant une éducation en Kurde Kurmandji. Le lendemain, vers 3h du matin, des flics et des soldats ont perquisitionné puis mis le feu à une maison à Erciş (région de Van). Le corps brûlé de Hediye Ataman a été trouvé le lendemain lorsque les pelleteuses ont rasé la maison. [ANF]

♦ **PROF EN GRÈVE** : Nurye Gülmen, académicienne travaillant à l'université de Selçuk (Ankara), avait commencé le 9 novembre un sit-in pour protester contre son licenciement politiquement motivé. Au 24 novembre, elle s'était déjà fait arrêter 15 fois, soit chaque jour. [JINHA]

♦ **RÉPRESSION JOURNALISTES** : La chasse aux journalistes locaux et internationaux continue partout en Turquie. À Diyarbakir, ce sont des journalistes de la BBC et de «Voice of America» qui ont été arrêté.e.s. Aysel Işık, ancienne journaliste pour JINHA, a été emprisonnée à Sîrnak. Alis Baris Kurt, journaliste pour ANF, a été condamné à 2 ans de prison ferme. En revanche, Sermin Soydan, journaliste pour Dicle menacée d'une peine de prison à perpétuité, a été libérée en attendant son procès fin décembre. [Rojbas, Ekurd, JINHA, ANF]

♦ **GUÉRILLAS** : Des forces guérillas continuent à frapper les positions de l'armée turque. Ce mois-ci, des actions à la voiture piégée, des sabotages et des embuscades de convois militaires ont eu lieu à Amed, Hakkari, Şîrnak, Semdinli, Nêwawa, Kursêkeça Gundikremo, Adana et Hazro. [ANF]

♦ **1 AN APRÈS L'ASSASSINAT DE TAHIR ELÇI** : Tahir Elçi, avocat et président de l'Association du Barreau de Amed avait été exécuté le 28 novembre 2015 lorsqu'il lisait une déclaration devant la mosquée historique de Sur pour protester contre sa destruction (cf. Merhaba Hevalno hebdomadaire n°10 sur Kedsitan.net). Des milliers de manifestant.e.s sont descendu.e.s dans les rues pour lui rendre hommage. [JINHA, ANF]



LE ROJAVA : OSER IMAGINER [SECONDE PARTIE]

Voici la seconde partie du texte que nous avons traduit pour le précédent numéro. Dilar Dirik – chercheuse kurde dans la diaspora – nous emporte dans un de ses voyages au Rojava (Kurdistan ouest, en Syrie) où des pratiques révolutionnaires, fondamentalement féministes, sont expérimentées. Puis, elle passe de l'autre côté de la frontière, dans le Kurdistan en Irak, seul Kurdistan officiel, et bien imprégné des valeurs patriarcales, étatiques et capitalistes.

Les forces de défense au Rojava, sont l'illustration de la manière dont l'auto-défense peut fonctionner sans hiérarchie, ni contrôle, ni domination.

Au cœur de la guerre, les Unités de défense du Peuple (YPG) et les Unités de défense des Femmes (YPJ), ainsi que les unités de sécurité intérieure (les Asayîş), se concentrent sur l'éducation idéologique. La moitié de celle-ci concerne l'égalité des genres. Les académies

enseignent aux combattant.e.s qu'ils ne sont pas une force de revanche et que la militarisation actuelle est nécessaire en raison de la guerre. Les académies d'asayîş ont pour but l'émergence d'une communauté où les asayîş seraient désarmé.e.s, et seraient de simples médiateurs et médiatrices lors des disputes dans les quartiers. Le but ultime étant d'abolir les asayîş eux-mêmes, en construisant une société « éthico-politique » qui réglerait ses propres problèmes. Dans cette société, la « commune » serait l'entité la plus importante. Elles rejettent d'être étiqueté.e.s comme policier.e.s, car elles sont au service du peuple et non de l'État, étant eux-même le peuple.

L'académie des asayîş de Rimelan était auparavant un centre des services secrets du régime syrien. Certain.e.s des étudiant.e.s qui suivent des cours sur la libération des femmes et qui organisent collectivement leurs travaux d'études, de jardinage et de cuisine, ont un jour été torturé.e.s, en tant que prisonnier.e.s politiques du régime d'Assad, dans ces mêmes bâtiments. Il

existe des mesures disciplinaires pour celles et ceux qui ne respecteraient pas le code de conduite militaire des forces [de défense]. Il est difficile de se battre contre un ennemi tel que Daesh tout en suivant une ligne éthique, si l'on a pas déterminé un agenda politique qui se plie à des valeurs libératrices.

Les commandant.e.s sont élu.e.s en fonction de leur expérience, de leur engagement, et de leur volonté de prendre des responsabilités, par les membres des bataillons. Cette manière de diriger est empreinte d'un esprit de sacrifice, ce qui explique le fait que de nombreux.ses martyr.e.s des YPG/YPJ étaient des commandant.e.s aimé.e.s et expérimenté.e.s.

« Nous ne voulons pas que le monde entende parler de nos armes, mais de nos idées ». Ce sont les mots de Sozda, une commandante des YPJ à Amûde. Elle pointe du doigt les photos affichées aux murs de leur salle commune : des combattant.e.s de la guérilla et Abdullah Öcalan, le représentant idéologique du mouvement, actuellement emprisonné.

« Nous ne sommes pas seulement des femmes qui combattons Daesh. Nous nous battons pour changer la mentalité de la société, et montrer de quoi les femmes sont capables ».

Abdullah Öcalan décrit les femmes comme étant la première colonie de l'histoire. Il considère que la masculinité est la clé des problèmes sociétaux. « L'homme est un système. Le mâle est devenu un état et l'a transformé en culture dominante. Les oppressions de classe et de sexe se développent en même temps ; la masculinité a créé un genre dominant, une classe dominante, et un État dominant. Lorsqu'on analyse l'homme dans ce contexte, il est clair qu'il faut tuer la masculinité. De fait, l'un des principes fondamentaux du socialisme est de tuer l'homme dominant. C'est ce que signifie le pouvoir de tuer : tuer la domination unilatérale, l'inégalité et l'intolérance. C'est également tuer le fascisme, la dictature et le despotisme ».

De plus, il déclare explicitement que le patriarcat, le capitalisme et l'État sont ensemble à la base de l'oppression, de la domination et du pouvoir. Il fait clairement le lien entre les trois : « Toutes les idéologies de pouvoir et d'État découlent d'attitudes et de comportements sexistes. L'esclavage des femmes est le lieu social le plus profond et le plus caché où se perpétuent toutes sortes d'esclavages, d'oppressions et de colonisation. Le capitalisme et l'État-nation agissent en toute conscience de cela. Sans l'esclavage des femmes, aucun autre type d'esclavage ne peut se développer de lui-même. Le capitalisme et l'État-nation incarnent le mâle dominant dans sa plus haute forme institutionnelle. Pour dire les choses plus clairement et directement : le capitalisme et l'État-nation sont le monopole du mâle despote et exploiteur. »

La mobilisation en masse des femmes à Kobanê n'est pas sortie de nulle part. Elle s'appuie sur des traditions bien ancrées et se considère elle-même comme une continuation de la lutte des femmes du PKK. Le même ordre international qui encense les femmes qui se battent contre Daesh, utilise depuis des dizaines d'années un vocabulaire sexiste insultant pour décrire les femmes de la guérilla du PKK, qui se battent contre la Turquie, la deuxième puissance armée de l'OTAN.

Au jour d'aujourd'hui, le mouvement de libération kurde [proche du PKK] partage le pouvoir de manière égale entre une femme et un homme [à chaque niveau décisionnaire], du Qandil à Diyarbakir en passant par Qamishlo et Paris. Le système du Rojava applique également ce principe de co-présidence, des directions de canton aux conseils de voisinage. Tandis que cela est difficile à appliquer dans Kobanê quasi-détruite, ce fonctionnement est maintenant effectif dans les cantons d'Afrîn et de Cîzre. En plus de donner aux hommes et aux femmes un pouvoir de décision égal, le système de co-présidence a pour but de décentraliser le pouvoir, d'empêcher sa monopolisation, et de promouvoir la recherche de consensus. Seules les femmes peuvent élire la co-présidente, tandis que le co-président est élu par tout le monde.

En dehors des co-présidences et des quotas, les cantons du Rojava ont aussi créé les unités de défense de femmes, des communes de femmes, des académies, des tribunaux ainsi que des coopératives, tout cela au milieu de la guerre et sous le poids d'un embargo. Le mouvement des femmes Yekîtiya Star s'organise de manière autonome dans tous les domaines de la vie, que ce soit pour la défense, l'économie, l'éducation ou la santé. Les conseils autonomes de femmes existent en parallèle des conseils du peuple et peuvent imposer leur veto concernant les décisions de ces derniers. Les hommes qui commettent des violences contre des femmes ne sont pas censés faire partie de l'administration et les femmes sont les premières décisionnaires, juges et législatrices sur les problèmes concernant les femmes, comme notamment les violences sexistes. Les discriminations de genre, les mariages forcés, la violence domestique, les crimes d'honneur, la polygamie, le mariage des enfants et les dots sont proscrits. De nombreuses femmes non-Kurdes, essentiellement des Arabes et des Syriennes, rejoignent les unités de défense et l'administration au Rojava, et sont également encouragées à s'organiser de manière autonome.

Une lutte pour la liberté, si elle veut avoir du sens, doit avoir pour objectif la libération des femmes, et que cette dernière soit également l'une des méthodes concrètes du processus de libération. De fait, c'est le degré de libération des

femmes qui définit réellement une démocratie. Cela ne signifie bien sûr pas qu'une société féministe est déjà en place, mais le programme de libération des femmes du Rojava est vraiment révolutionnaire. Comme le déclare une grande bannière dans le centre-ville de Qamishlo : « Nous provoquerons la défaite de Daesh en garantissant la liberté des femmes au Moyen-Orient ».

Nous avons grandi dans l'idée que les couleurs kurdes [rouge-jaune-vert] ne signifient rien si nous ne les accompagnons pas du V de la victoire fait avec nos doigts. Mais ici, au Rojava, ces idées sont en train de prendre vie. Le Rojava tente de systématiser la liberté, de démocratiser l'identité. Ce n'est pas sa perfection, mais sa réalité, son honnêteté, son courage qui sont frappants. Le Rojava ne revendique pas la pureté, mais il ose imaginer l'utopie et créer les étapes pour la rendre vivante. Étrangement, l'utopie semble si naturelle, si humaine.

Heval Kînem, qui enseigne à l'académie des asayîş de Rimelan, me dit : « Tout va bien. Toutes celles et ceux qui viennent au Rojava tombent en larmes ».

* * *

Parlons un peu des idées et des vents qui portent leurs graines. Démystifions le mot "démocratie radicale".

Clairement, il n'existe aucune formule mathématique de la liberté. Mais elle a beaucoup à voir avec l'amour pour la communauté. Cela peut paraître tellement banal, mais vraiment, bien plus que des idées théoriques, la démocratie radicale est en train de naître au Rojava, car contrairement à des sociétés au capitalisme avancé, le sens communautaire n'est pas encore mort. Je me souviens de mon premier voyage au Rojava – nous avons organisé la première délégation universitaire internationale dans la région. Bien que la majorité d'entre nous soient de gauche, je me demandais combien pourraient réellement vivre dans un tel système.

Combien de personnes pourraient supporter de vivre dans une société où nous partageons les ressources et résolvons les problèmes avec nos voisins.e.s, renonçant à l'anonymat des institutions d'État ? Serions-nous à l'aise avec le

fait que des non-professionnels soient responsables de la justice ? Dédierions-nous notre énergie à transformer les personnes les plus marginalisées et les plus déshumanisées en sujets politiques, sans abandonner au premier obstacle ? Mais sans leur “enseigner”, juste en étant leurs égales ? Intrinsèquement, la révolution demande de l’amour et du courage.

Combien de personnes pensent qu’une mère pauvre, de dix enfants, subissant des violences domestiques et ne sachant ni lire ni écrire, puisse avoir une conscience politique plus profonde qu’elles ? Combien auraient confiance dans le fait qu’une femme comme elle prenne des décisions [au sein de la communauté] ? Combien de ceux et celles qui rejettent catégoriquement l’autorité d’Öcalan, se considèrent comme étant au même niveau que “le peuple” ? Combien auraient suffisamment de patience et de sens du sacrifice pour se consacrer à une communauté, au point d’être prêt.e.s à mourir pour elle, sans que leurs noms ne soient connus ? On ne peut pas s’attendre à ce que des milliers d’années de vieilles mentalités et d’oppression intériorisée disparaissent avec quelques conseils et assemblées ou des principes théoriques, sauf si on parle de machines, et non de société. La majorité des luttes commencent avec une demande de reconnaissance, d’une place dans l’histoire.

Certain.e.s gauchistes des pays au capitalisme avancé qui s’attendent à ce que le Rojava soit une révolution parfaite, pure, sans contradictions, lisse et accomplie, et qui la rejettent dès qu’elle ne ressemble pas à l’image qu’ils s’en étaient faite, sont représentatifs d’un problème plus large qui traverse la gauche aujourd’hui : elle est plus occupée à discuter de radicalité d’une manière inaccessible, se constituant en groupes de camarades de lutte qui partagent les mêmes privilèges et le même vocabulaire, qu’à essayer concrètement de résoudre les nœuds Gordiens de la société. Quelle est la radicalité d’une lutte qui échoue à se répandre ? Comme l’a dit un ami au Rojava, « De la même manière que nous, au Moyen-Orient, avons besoin de lutter pour contrer la mentalité autoritaire et dogmatique d’État, ceux et celles de l’Ouest doivent lutter contre leur extrême individualisme imposé par le capitalisme ».

Pour être dans une forme de solidarité plus consciente et plus instinctive, ces personnes devraient se poser des questions sur leur purisme idéologique, qui est l’expression d’un privilège – tout le monde ne peut aspirer au purisme idéologique, à la cohérence théorique, surtout pas dans un contexte de lutte pour rester en vie. Même si souvent, dans les luttes de la vraie vie, nous ne recevons pas de gratification instantanée, que la mentalité capitaliste intériorisée demande, on ne peut pas jeter sans autre forme d’appréciation les moments historiques d’une révolution sous prétexte qu’ils ne sont pas parfaits, alors que ces mères de dix enfants, qui se mobilisent politiquement, continuent de contredire le *status quo* [de par leur simple existence]...

* * *

« Tu es une femme, pourquoi tu voyages toute seule ? Où est ton père, ton frère ? Pourquoi tu n’es pas encore mariée ? Comment se fait-il que tes parents te laissent venir jusqu’ici toute seule ? Donc tu trouves ça normal que ta famille te laisse te débrouiller par toi-même ? Alors tu penses que tu es “libre” maintenant ? »

Me suis-je réveillée d’un rêve ? Non, j’ai tout simplement retraversé la rivière Khabour [qui sépare le Kurdistan syrien et irakien].

On m’a interrogée, juste parce que je suis une femme kurde qui voyage seule, ce qui suffit au PDK pour être méfiant envers moi. Me voilà de retour dans le système étatique, l’ordre international. La réalité du statut quo se rappelle à moi sous la forme d’une violente claque métaphysique en pleine face.

Après avoir débattu de nouvelles épistémologies de la liberté, après avoir interviewé des réfugié.e.s qui construisent des structures autonomes après avoir fui Daesh, je me retrouvais assise en face de cet homme agressif dont l’esprit ne pouvait s’adapter au fait que j’ose exister par moi-même en tant que femme. « Dis-moi qui est vraiment avec toi ! » Je me suis expliquée, mais quand j’ai fait référence au Rojava en parlant de “Kurdistan de l’Ouest”, il a écarquillé ses yeux d’étonnement, et a crié : « Non, non, non. Ça c’est la Syrie, pas le Kurdistan ! Le Kurdistan, c’est ici ! »

Alors, qu’est-ce que le Kurdistan ? Je me souviens de ma conversation avec des étudiants de l’université Mésopotamie, des hommes qui recevaient des cours sur la jénologie – le nouveau paradigme épistémologique du mouvement des femmes kurdes... L’un d’eux avait dit : « J’ai réalisé qu’avec ma mentalité patriarcale, je me comportais exactement comme l’État ».

Ce qui différencie de manière aussi radicale l’ouest et l’est de la rivière, c’est une compréhension de ce qu’est la liberté et une perspective sur la vie et son sens. Ces deux visions ne se sont pas développées au Kurdistan par hasard. C’est une lutte millénaire – qui commence avec les Ziggurats de Sumer, la première armée au monde, qui fomentait des complots contre les anciennes déesses, symbole de la chute de la femme et de la communauté, comme du début de la fin de l’harmonie humaine, et qui connaît son expression finale dans le féminicide que pratique un nouvel “État” auto-proclamé [l’État Islamique ou Daesh], contre les femmes du Moyen-Orient.

Parfois, il est impossible de croire aux utopies dont on rêve, et d’autres fois, la ligne qui sépare le système de la révolution, est une simple rivière. Mais après tout, le combat entre les forces de résistance et le système de domination est à peu près aussi ancien que l’Euphrate.

Je passe quelques mois au Kurdistan irakien ; mon corps commence à s’habituer au harcèlement constant qui m’entoure. Comment osé-je être une femme ? Mais si le vent est clément, et même si l’on coupe les fleurs régulièrement parce que l’esprit humain a tendance à domestiquer la beauté, effrayé par sa créativité, les idées se répandent comme le pollen. Je me souviens du regard curieux de la fille qui travaillait à la frontière côté Irakien lors de mon interrogatoire : « Est-ce que c’est réellement vrai ce qu’on raconte sur le Rojava ? Les femmes sont-elles aussi fortes qu’on le dit ? ».

Près de Kirkouk, à seulement quelques minutes en voiture de Daesh, un jeune homme auparavant peshmerga pour le PDK, me décrit l’image que se font les jeunes ici des guérilleros et guérilleras du PKK, qui sont présent.e.s dans la région depuis l’an dernier : la manière dont les femmes et les hommes interagissent d’égale à égal, leur style de vie (« Nous

voyons à quoi ressemblent leurs tables, nous voyons ce qu'ils mangent. Ils et elles n'ont rien qui leur appartiennent»), et le fait qu'elles se battent et meurent, ni pour du pétrole, ni pour de l'argent, ni pour du territoire, mais pour les gens.

Je prends le thé chez les membres d'une famille arabe, qui ne veulent pas que je publie leurs photos, qui ne me laissent pas enregistrer leurs voix, qui vont jusqu'à écrire eux-mêmes leur histoire sur mon cahier, parce que leur maison a été attaquée trois fois par Daesh. La mère de famille, une femme qui semble avoir une bonne soixantaine d'années, m'offre un joli foulard en cadeau, qu'elle a ramené de la Mecque. Nous avons besoin d'un traducteur mais nous nous aimons. Elle ne peut afficher son affection pour la guérilla ouvertement pour des raisons de sécurité, alors, en secret, elle leur cuit et leur envoie du pain.

A Slemani, je prends un taxi, et le chauffeur, un vieux monsieur, après avoir seulement jeté un œil sur moi dans le miroir et avoir brièvement écouté les deux phrases que j'ai prononcées dans mon dialecte, sort une vieille photo de sa boîte à gants : « Mon fils était un guérillero du PKK et il est mort en martyr dans la région du Botan en 1997 ». Il me fait confiance parce qu'il pense que je suis une camarade. Le Khabour peut certes séparer le système de la révolution – mais qui peut sous-estimer le pouvoir d'un vent sans loi qui ne connaît pas de frontières ?

L'histoire du Rojava sonne comme une épopée héroïque, la trame d'un roman. Mais cela ne peut nullement être une coïncidence si au moment exact où l'ordre global sombre dans une nouvelle crise existentielle, ces deux lignes – des femmes souriantes et pleines d'espoir d'un côté, des violeurs meurtriers et violents, qui construisent leur hégémonie des ténèbres sur la destruction et la brutalité fasciste de l'autre – se battent à l'endroit même où la première structure ressemblant à un État a émergé, où les femmes ont pour la première fois perdu leur statut dans la société. Il n'y a pas de choc des cultures entre deux civilisations comme voudrait nous le faire croire le système dominant. Dans la signification du Rojava, malgré ses limites, nous voyons un autre affrontement : le choix entre l'esclavage ou la liberté. Entre la soumission et la

domination ou la résistance et l'amour. Ce n'est pas un hasard si ceux et celles dont l'histoire n'a jamais été écrite ont le cœur de se battre contre ceux qui tentent d'effacer l'histoire purement et simplement. De la même manière que ce n'est pas un hasard si quelques mètres peuvent diviser deux idées différentes de la liberté au Kurdistan, si nous conceptualisons la liberté comme étant un système. L'ordre actuel peut bien être l'héritage de systèmes millénaires de pouvoir hiérarchique, il peut bien y avoir toujours eu de l'oppression, ce qui est sûr c'est que dans le même temps, des luttes révolutionnaires, rebelles, de résistance, ont aussi toujours existé.

Donc, si la liberté n'est pas quelque chose que l'on peut garantir ou juste proclamer, mais nécessite d'être construite, par le sacrifice et la solidarité ; défendre cette révolution est la tâche de tous et toutes à travers le monde, afin qu'elle puisse atteindre son potentiel et nourrir notre créativité humaine d'émancipation.

Le Rojava n'est pas la réponse à tout, il ne peut être décrit par un seul adjectif. Il n'est probablement pas un système parfait, mais c'est un manifeste de vie. Le Rojava est réellement une révolution de peuples qui tentent d'oser imaginer un autre monde.

Source

dilarg1.blogspot.fr

Traduction : Merhaba Hevalno

au Rojava :

♦ **25 NOVEMBRE** : Au Rojava, plusieurs actions ont été menées par le Kongreya Star (le Congrès des Femmes), dans le cadre de la journée internationale contre les violences faites aux femmes. A Cizîr, plusieurs centaines de femmes ont participé à une marche. A Dirbesiye, dans le canton de Cizîr, le Comité de construction du Village Libre des Femmes du Kongra Star a commencé la construction d'un village nommé «Jinwar», contre les violences faites aux femmes. Elles ont planté des graines et des arbustes, et il est prévu la construction de maisons écologiques en briques à partir du mois de Février. A Efrîn, plusieurs actions ont eu lieu entre le 16 et le 25 novembre. [JINHA, ANF]

♦ **EFRIN** : Une attaque aérienne a tué 8 personnes et blessé 51 d'autres le 15 novembre. Selon un rapport des Asayish de la ville, la roquette utilisée était de fabrication russe, mais cela n'a pas permis d'identifier quelle armée l'avait lancée. Une manifestation a eu lieu 2 jours plus tard à Kobané pour dénoncer cette attaque : les manifestant.e.s affirmaient que cette dernière avait été lancée par l'armée turque. [ANF, KurdPress]



au Rojava (suite) :

♦ BATAILLE DE RAQQA :

L'opération «Colère de l'Euphrate» a été lancée le 5 novembre par les FDS. Selon un bilan publié par le bureau de l'opération, 34 villages, 31 hameaux et 7 collines stratégiques ont été libérés de Daech pendant les 10 premiers jours. Le 16 novembre, les forces YPG/YPJ présentes auparavant à Manbij ont déclaré leur intention de participer à la libération de Raqqa. Pendant les 3 premiers jours de la 2ème phase de l'opération, qui a commencé officiellement le 10 décembre, 16 villages, ainsi qu'une dizaine de hameaux et de collines stratégiques auraient été libérés de Daech. [ANF]

♦ **ALEP** : La ville est en ruine, et les combats entre différentes forces armées continue, malgré que de nombreuses habitant.e.s soient toujours là. En raison des attaques sur Alep, 6.000 civils ont trouvé refuge dans le quartier de Cheikh Maxoud, tenu par les YPG. Le quartier

a subi plusieurs attaques de la part de groupes islamistes (Ahrar al-Sham et Jabhat Fateh al-Sham), dont certaines avec des armes chimiques. Des roquettes au gaz mou-tarde ont pilonné le quartier le 25/11. Ces attaques ont tué au moins 6 personnes, dont 2 enfants, et 15 suffocations supplémentaires ont été rapportées. Il semblerait que ces attaques servent de tests de terrain pour les milices islamistes. Le quartier avait déjà subi des tirs de roquettes au phosphore le 8 Mars dernier. [KurdishQuestion]

♦ **L'UNIVERSITÉ ROJAVA** a ouvert ses portes à Qamishlo. Elle propose les facultés suivantes : pétrole, pétrochimie, agriculture, éducation, langues et littérature. Hediye Yusuf, la co-présidente de la Fédération de la Syrie du Nord, a déclaré que le but de cette université était de développer une nouvelle mentalité, un nouveau sens communautaire, une nouvelle culture de la démocratie et de la co-existence des peuples. [ANF]

♦ **MANBIJ** : Le 22 novembre, 6 civils ont trouvé la mort dans le village de Subil Weran à l'ouest de Manbij, sous les bombardements de l'armée turque. Suite à des affrontements contre l'armée turque entre le 24 et le 28 novembre, plusieurs centaines de civil.e.s ont été mis à l'abri, des tanks et des munitions turques ont été saisies par le MMC (Conseil Militaire de Manbij). Le 7 décembre, le porte-parole du MMC a exprimé ses inquiétudes quant à un massacre à venir dans les villages à l'ouest de Manbij en raison de bombardements au phosphore par l'armée turque. [ANF]

♦ **TURQUIE-DAECH** : Des déclarations de Savaş Yıldız (soldat fait prisonnier par les YPG, qui a participé aux bombardements de l'armée turque sur des villes kurdes de l'Est de la Turquie) établissent encore un lien sans équivoque entre le MIT (services secrets turcs) et Daech. Le chef de la milice Ashrar-el-Sham a également confirmé les accords avec l'armée turque lors de la prise de Jarablus par cette

dernière, ce qui explique pourquoi cette ville a été prise par l'armée turque sans qu'un seul coup de feu ne soit tiré. Selon Savaş Yıldız, l'échange serait le suivant : Daech laisse Jarablus, et en échange, la Turquie leur assure un passage protégé de la frontière.

♦ RUMEURS DE COMLOTS :

Des rumeurs courent comme quoi l'Etat turc fomenterait des complots afin d'assassiner de hauts responsables de l'administration du Rojava. L'un de ces plans, l'assassinat de Saleh Moslem en Europe, a été déjoué par deux pays européens, mais d'autres sont à craindre dans le futur. [ANF]

♦ **DIPLOMATIE** : Des ex-diplomates français et américains ont été accueillis par le PYD et le TEV-DEM dans la ville de Derik. Ils ont discuté des récents événements dans la région. Kouchner soutient l'établissement d'un Institut Français dans la ville d'Amudé. Il a également de très bons rapports avec le GRK au Kurdistan Irakien. [KurdPress]

POUR LES KURDES D'IRAK, LA QUESTION DE L'INDÉPENDANCE N'EST PLUS D'ACTUALITÉ

Les seuls territoires «kurdes» (de culture majoritairement kurde) reconnus officiellement — par les États — et nommés « Kurdistan » correspondent à une partie des territoires kurdes d'Irak. Cette région semi-autonome à l'intérieur de l'État irakien, est dirigée par le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK). Il est question depuis des mois de redéfinir ce statut et de viser vers une autonomie totale. Cet article, tiré de *Kurdpress* et publié originellement par Tany Goudsouzian (journaliste) sur *Al-Jazeera*, revient sur le ras-le-bol de la population face à ces promesses d'« indépendance ».

« Quand l'Euphrate se met à charrier de l'or, seul un homme sur mille survivra », raconte une femme kurde de Kirkouk que j'ai rencontrée à Souleimaniye dans la région kurde d'Irak. Elle paraphrasait un *hadith* (parole) célèbre attribué au prophète Mohammed.

« C'est un vieux dicton, c'est dans nos livres, insiste-t-elle. Parmi mille hommes, un seul survivra. Est-ce que ce n'est pas ça qui arrive

autour de nous maintenant ? Des gens viennent dans mon pays, ils se battent, ils meurent... Pourquoi ? Est-ce que quelqu'un le sait ? »

Ce *hadith* qui évoque l'or de l'Euphrate est devenu un truisme fréquemment répété depuis l'invasion de 2003 menée par les États-Unis. L'or a scintillé pour la région du Kurdistan pendant une décennie – une décennie de prospérité, de reconstruction et d'espoir –, jusqu'à l'arrivée de l'État Islamique d'Irak et du Levant (EIIL ou EI).

Deux ans après que l'EI ait proclamé la fondation de son soit-disant califat, la sempiternelle bataille de Mossoul a provoqué un vaste éventail de réactions dans la région du Kurdistan, au nord de l'Irak. Mais les sentiments prédominants sont le désespoir, l'apathie et le cynisme.

« Ils nous ont promis l'indépendance après la chute du régime de Saddam Hussein », affirme la femme de Kirkouk. « Mais maintenant, à chaque fois que notre président [Massoud Barzani] fait une apparition à la télé pour parler d'indépendance, on rigole. On sait



qu'il essaye de détourner notre attention d'une crise supplémentaire ou d'un scandale de corruption. Mais plus personne n'y croit. »

Que la crise en question soit le refus de Barzani de quitter son poste présidentiel (son mandat est arrivé à terme en août 2015) ou de l'afflux prévisible de personnes déplacées depuis Mossoul, la population n'en peut plus.

Ou, comme un politicien me confie confidentiellement : « *Indépendance ? De quoi parlez-vous ? Nous n'avons pas les moyens de gérer les quelques villes contrôlées par le gouvernement kurde d'Irak. Ce n'est pas une guerre pour gagner des terres. Ce n'est pas une question d'indépendance. Nous nous accrochons à ce que nous avons déjà.* »

En effet, une dispute de longue haleine entre Bagdad [NdT : capitale de l'Irak] et Erbil [NdT : capitale du GRK] quant à la vente illégale de pétrole a provoqué l'absence du versement des 16 % du budget irakien qui devrait normalement revenir au gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Alors qu'après la guerre, la région kurde était en pleine expansion et attirait les investisseurs, elle ressemble maintenant à une ville-fantôme. D'autant plus maintenant que se font sentir les effets de la crise des salaires du service public, qui a commencé fin 2014.

« *Ce sont surtout les personnes déplacées [en majorité arabes (note de l'auteure)] qui font marcher les affaires au bazar* », explique un habitant de Souleimaniye. « *Ils reçoivent encore leurs pensions et leurs salaires du gouvernement de Bagdad. Mais ici, les Kurdes ne reçoivent rien. Les personnes déplacées sont plus riches que nous !* »

Une solution au différend avec Bagdad a été trouvée le mois dernier, malheureusement entravée par des divergences internes entre Kurdes. Le Parti de l'Union Patriotique du Kurdistan (PUK), qui maintient sa zone d'influence sur les provinces de Souleimaniye et de Kirkouk, a accusé son rival le Parti Démocratique du Kurdistan (PDK) de déposséder les Kurdes du budget régional. En attendant, les fonctionnaires kurdes n'ont pas été payés depuis des mois et les pensions pour les invalides et les personnes âgées ont été drastiquement réduites.

En conséquence, les écoles publiques et les universités sont maintenant fermées, puisque les professeurs n'ont pas été payés. Seuls les plus riches peuvent se permettre de fréquenter les écoles et les universités privées.

« *Nous n'avons jamais vu autant de gens s'enrôler dans les Peshmergas* », remarque le politicien. « *C'est le seul boulot dans le service public où les salaires sont versés... au moins de temps en temps.* »

La femme de Kirkouk déplore l'état de son pays : « *une génération entière est en train d'être privée d'éducation. Qu'allons-nous devenir ? Un pays de cireurs de chaussures et de vendeurs de légumes ? On dirait que nos hommes politiques nous disent d'oublier l'éducation et de trouver un boulot alimentaire pour boucler les fins de mois.* »

Dans une région où la plupart des médias sont sous la coupe d'un parti ou d'un autre et où les informations fiables sont rares, nombreuses sont les personnes à prêter foi au bouche à oreille ou aux anecdotes du voisin.

Les rumeurs se multiplient au sujet de jeunes déplacés qui seraient des sympathisants de l'EI, ou d'hommes politiques kurdes qui s'entendraient avec les pays voisins et escamoteraient à dessein 50 % du pétrole de la région.

« *On nous accuse d'essayer de changer la répartition démographique, de brûler des villages arabes... Mais qu'est-ce qui change vraiment au niveau démographique ?* » nous demande un homme politique. « *Il y a 1,5 million de personnes déplacées arabes qui vivent dans la région kurde aujourd'hui, à Erbil, Souleimaniye, Dohouk, et qui ne retourneront sans doute jamais dans leurs villes d'origines parce qu'ils ne le peuvent pas. Alors en vérité, quelles sont les données démographiques qui changent vraiment ?* »

Source

Al-Jazeera – Traduction : Merhaba Hevalno



LE SHENGAL DEVIENDRA-T-IL UNE NOUVELLE BASE DU PKK ?

L'auteur de cet article, Fehim Taştekin, est un journaliste turc, chroniqueur de la rubrique « Turkey Pulse » sur *Al-Monitor*, animateur d'une émission sur *IMC TV* (l'une des multiples chaînes télé fermées par le gouvernement turc en septembre dernier), et ancien chroniqueur du journal *Radikal*. Il tente ici de déchiffrer les rumeurs selon lesquelles le PKK serait en train de créer sa nouvelle base arrière dans les monts Shengal, habités par les Kurdes yézidi.e.s. Ces dernier.e.s sont les héritier.e.s d'une des cultures et religions les plus anciennes au monde, longtemps pourchassée. En août 2014, la population yézidie a connu un nouveau génocide, cette fois-ci de la part de l'État Islamique, et, comme l'indique l'auteur, seul le PKK et ses allié.e.s du Rojava sont venu.e.s à leur secours. Le lien entre le PKK et les Yézidi.e.s s'est alors resserré davantage.

Dans sa quête de participer à l'opération militaire contre Mossoul, le gouvernement turc n'a cessé de lancer des avertissements sur le nettoyage ethnique que les Unités de Mobilisation Populaires, majoritairement chiites, menaçaient de perpétrer contre les populations sunnites de Mossoul et de ses environs. N'ayant pas réussi à obtenir les résultats escomptés, c'est-à-dire l'autorisation d'intervenir sur le sol irakien, Ankara se sert désormais de l'argument selon lequel le PKK serait en train de transformer le Shengal en sa nouvelle base arrière. En déclarant

que « nous ne pouvons pas laisser le Shengal devenir un nouveau Qandil », le président turc Recep Tayyip Erdogan a exprimé très clairement la position de son gouvernement.

[...] Selon un gradé [de l'armée turque] [s'adressant au quotidien *Hurriyet*], le but de la Turquie est d'empêcher le PKK de s'emparer et de contrôler le Shengal, par peur que ce dernier soit ensuite transformé en une base logistique qui fournira un accès facile à la Syrie et à l'Irak. La vraie question est celle-ci : la ville de Shengal, qui est le centre historique des Yézidi.e.s, est-elle en train de devenir une nouvelle base pour le PKK, à l'instar des monts Qandil ? Est-ce que les Kurdes sont vraiment en train de prendre le contrôle de la ville et de la région ?

La présence du PKK dans la région de Shengal n'a pas commencé le 3 août 2014, au moment de l'invasion et de l'occupation par l'État Islamique : cela fait déjà 20 ans que le PKK se tenait à côté des populations yézidiées. Suite à l'occupation de la région par l'armée américaine en 2003, le Gouvernement Régional du Kurdistan (GRK) a essayé d'annexer le Shengal dans la région kurde en augmentant la présence des peshmergas irakiens [combattants du GRK], au moment où le PKK intensifiait ses efforts pour étendre sa zone d'influence dans la région. En 2014, lors de l'invasion de Daech, environ 8.000 peshmergas se sont retirés de la région sans aucune résistance. La branche armée du PKK, les Forces de Défense du Peuple (HPG), se sont alors mobilisés pour ouvrir un couloir humanitaire depuis le mont Shengal, pendant que les Unités de Protection du Peuple (YPG) et les Unités de Protection des Femmes (YPJ) faisaient la même chose du côté syrien. Ces actions ont fait massivement grimper

la popularité du PKK parmi la population yézidie, tandis que le gouvernement de Massoud Barzani ainsi que les forces peshmergas associées au Parti Démocratique de Kurdistan (PDK), accusés d'avoir abandonné les Yézidi.e.s entre les mains meurtrières de Daech, ont subi une perte de confiance totale aux yeux de cette même population.

Bien plus tard, et dans une tentative de redorer leur blason, les forces peshmergas se sont montrées plus agressives vis-à-vis de Daech. Bien que le gouvernement de Barzani ait réussi à obtenir du soutien auprès de quelques familles et responsables religieux de la communauté yézidie, ceci ne lui a pas permis de rattraper la popularité croissante du PKK.

Avec l'aide des forces HPG, les Yézidi.e.s ont réussi à créer leurs propres groupes d'autodéfense : les Unités de Résistance de Shengal (YBS) et les Unités de Femmes de Shengal (YJS). L'Assemblée Constituante de Shengal a été créée pour gérer les questions civiles et politiques. Celle-ci a eu beaucoup de succès en ce qui concerne les mobilisations des diasporas yézidiées ainsi que l'établissement des relations avec plusieurs acteurs internationaux.

Avec un soutien logistique important de la part du PKK, l'université Dewrese Evdi, nommée d'après le célèbre combattant kurde, a ouvert ses portes : y sont enseignés des thématiques politiques et sociales, à l'instar de l'université Mahsum Korkmaz qui avait été fondée par le PKK dans la vallée de Bekaa, au Liban. La plupart des enseignant.e.s sont des Yézidi.e.s ayant déjà fait leur service militaire sous Saddam Hussein ou ayant combattu au sein des forces peshmergas.

Le Gouvernement de Barzani, considérablement perturbé par l'émergence d'alternatives militaires et politiques autres que le PDK, a finalement tenté de récupérer son statut et sa position dans la région par le biais des forces peshmergas – dont 4000 sont des Yézidi.e.s – ainsi que par la mise sur pied d'une force armée des femmes Yézidiées. Cependant, la hausse flagrante d'une rhétorique religieuse ainsi que des discours de haine anti-Yézidi.e.s restent des sources de vives préoccupations. De plus en plus de Yézidi.e.s ont tendance à considérer que leur avenir serait mieux assuré par le gouvernement central de Bagdad que par celui d'Erbil.

L'inquiétude du gouvernement d'Erbil n'a fait que croître lorsque le gouvernement central a reconnu les YBS et YJS comme forces légitimes et, dans le contexte des préparatifs des opérations militaires contre Mossoul, a commencé à verser des salaires aux combattant.e.s de ces deux groupes. [...] [Cependant,] des sources locales affirment que ces salaires ont cessé d'être versés après que Bagdad et Erbil soient parvenus à un accord sur la participation des forces peshmergas dans l'opération de Mossoul.

Après avoir libéré le centre-ville de Shengal avec les forces peshmergas, les YBS et YJS ont continué à combattre Daech dans les villages autour. Jusqu'à présent, les forces yézidiées n'ont pas participé activement aux opérations contre Mossoul et Tal Afar, affirmant qu'elles attendaient l'appel du gouvernement de Bagdad. Ces mêmes forces se considèrent néanmoins comme faisant partie intégrante de cette opération : après tout, le Shengal continue à être, administrativement parlant, rattaché au gouvernement de Mossoul.

Un Shengal divisé

L'avenir du Shengal reste encore aujourd'hui le noyau de la tension croissante entre le PKK et le PDK, et les zones de fortes populations yézidiées semblent être militairement et politiquement divisées entre ces deux forces concurrentes. [...] Il y existe une administration en tandem, les deux côtés ayant désigné leurs propres gouverneurs de district et tenant chacun leurs propres *check-points*. [...]

La quête d'autonomie et d'une protection internationale

Selon le sociologue Azad Baris, président de la Fondation Culturelle Yézidie, suite aux massacres terribles

de Daech dont les populations yézidiées ont été victimes, celles-ci cherchent désormais des garanties solides. Ces garanties ne peuvent être offertes, selon les Yézidi.e.s, que par la mise sur pied d'une région autonome possédant ses propres moyens de défense, accompagnée d'une protection internationale pour ladite région. Beaucoup de personnes yézidiées, craignant de nouveaux massacres, ont peur de quitter les campements dans lesquels elles vivent actuellement et de rentrer chez elles. Dans une interview à Al-Monitor, Baris a affirmé : « À cause des chamailleries internes entre les Kurdes, l'avenir du Shengal demeure encore incertain. Ils ne veulent pas que ce soit les Yézidi.e.s qui décident du sort du Shengal. Ils ne prennent au sérieux ni les peurs, ni les revendications du peuple. [...] En attendant, l'Union Patriotique du Kurdistan de Jalal Talabani est largement à la traîne par rapport au PKK, et le PDK a toujours autant de mal à [dominer] la région. Des Yézidi.e.s combattant parmi les forces peshmergas affirment qu'une fois débarrassés de l'EI, ils choisiront peut-être la voie de l'autonomie. Mais le peuple sympathise de plus en plus avec la ligne politique du PKK ; d'ailleurs, beaucoup de Yézidi.e.s de la diaspora considèrent que leur avenir serait plus sûr avec le PKK. Il y en a également beaucoup, cependant, qui disent que leurs vies et leurs biens seront protégés par le PDK. S'il est vrai qu'ils sont nombreux à ne pas faire confiance au PDK, ces mêmes personnes s'inquiètent également de ce qu'ils considèrent comme étant de la propagande communiste venant du PKK. »

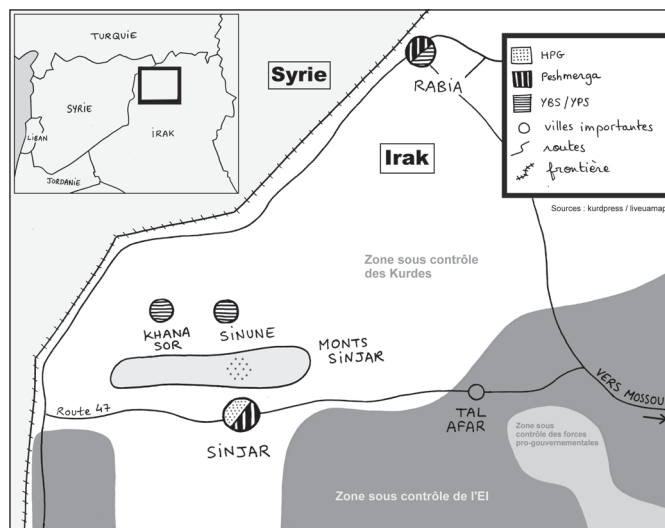
Baris n'est pas d'accord avec l'hypothèse selon laquelle Shengal serait en train de devenir un deuxième Qandil : « Cette analogie ne correspond pas à la réalité. Premièrement, il y a des différences géographiques ainsi que topographiques. On ne peut pas faire du Shengal une base de guérilla. Sur un côté, il y a un terrain plat et du désert ; sur les trois autres côtés, il n'y a que des mon-

tagnes découvertes. Ceci fournira peut-être une défense adéquate aux Yézidi.e.s, mais ne peut pas être transformé en une base de guérilla à l'instar des monts Qandil. De telles affirmations sont exagérées à des fins politiques. Oui, il y a une présence idéologique du PKK, mais ce que nous cherchons à faire est d'organiser les Yézidi.e.s et de leur fournir les moyens qu'il leur faut pour se défendre contre de nouveaux massacres. Le PKK n'a pas besoin d'un nouveau Qandil ; il est au Shengal depuis 1993. »

Eyup Burc, journaliste yézidi partageant les avis de Baris, a déclaré à Al-Monitor : « Cette allégation [...] n'est qu'une invention propagandiste de l'État turc. [...] Je crois qu'il y aura une sorte de protection internationale pour la région. Personne ne donnera le Shengal au PKK, mais [...] le PKK ne peut pas se permettre d'abandonner la région, étant donné qu'elle est une passerelle importante entre le Kurdistan sud [en Irak] et le Kurdistan ouest [le Rojava, en Syrie]. Le PKK a toujours été présent dans la société yézidie. Personnellement, je vois la création d'une zone yézidie sous protection internationale comme étant la solution qui permettra aux Yézidi.e.s de retourner au Shengal. »

Seyit Evran, journaliste shengalais, a pour sa part confié à Al-Monitor : « Partout où il passe, le PKK instaure une culture de résistance. C'est de cela que la Turquie a peur. Cette culture n'a cessé de prospérer depuis l'entrée en jeu des forces HPG dans les montagnes du Shengal, le 3 août. Ce sont surtout les jeunes et les femmes qui rejoignent les forces d'autodéfense. Le PKK n'a aucun besoin de recréer un deuxième Qandil ici. »

Malgré le fait que la topographie du Shengal ne soit pas très propice à des opérations de guérilla, les tumultes de ces derniers temps ont permis au PKK d'être encore plus visible et efficace dans une zone en forme de croissant qui s'étend de Hane-kin, situé sur la frontière Iranienne, jusqu'à Mossoul et Kirkouk en Irak. En considérant la situation depuis l'intérieur de l'Irak, il ne semble pas si facile que ça pour l'État turc de renverser ce processus à la fois dynamique et flexible en ce concentrant d'amasser des tanks sur le poste frontalier de Silopi.



Source

Al-Monitor

Traduction turc-anglais : Timur Göksel

Traduction anglais-français :
Merhaba Hevalnô

au Başûr :

♦ **SHENGAL** : Le 12 novembre, les unités d'autodéfense de Shengal, YBŞ et YBJ, ont lancé l'opération « *Vengeons les femmes yézidiées* ». Suite à la première phase de cette opération, plusieurs villages stratégiques ont été repris à Daech. Les forces de Shengal procèdent à présent au déminage de la zone. Le 14 novembre, de violents affrontements avec Daech ont eu lieu sur la colline du village de Hewra, l'un des villages repris. [ANF]

♦ **SULEYMANIYE** : Le 19 novembre, 5 000 enseignant.e.s ont manifesté devant le ministère de l'Éducation pour protester contre les salaires impayés et la corruption. Elles scandaient des slogans tels que « *Où vont les recettes du pétrole ?* » ou encore « *Où sont les salaires des employé.e.s, gouvernement corrompu !* » Les familles Barzani et Talabani, ainsi que leurs proches, contrôlent une grande partie des entreprises en Irak, avec un chiffre d'affaires de plusieurs milliards de dollars US. Ces deux familles sont régulièrement accusées de corruption et de népotisme par les médias kurdes et les observateur.ice.s internationales. [Ekurd]

♦ **INDÉPENDANCE** : Le ministre des affaires étrangères du Kurdistan a déclaré que des négociations sur l'indépendance du Kurdistan auraient lieu à l'issue de la bataille de Mossoul. Des déclarations du gouverneur de Kirkouk et d'un ex-ambassadeur américain des Nations Unies vont dans le même sens. (Voir à ce propos quelques réactions d'habitant.e.s dans l'article « *Pour les Kurdes d'Irak...* ») [KurdPress]

KODAR : CRÉER UN FRONT DÉMOCRATIQUE EST UNE NÉCESSITÉ HISTORIQUE

Le co-président de la Société Démocratique Libre du Kurdistan Oriental (KODAR), Fued Beritan, a répondu au site d'informations anglophone ANF à propos des dernières évolutions de la situation au Kurdistan.

Le KODAR a tenu son second congrès fin octobre dans les « Zones de Défense de Medya » [NdT : QG des guérillas du PKK dans les monts Qandil, au Başûr]. Quels sont les changements importants que ce congrès a apporté ?

La réponse peut être donnée depuis deux points de vue. Le premier est le paradigme sur lequel le KODAR a été construit, qui a clairement fait ses preuves au Rojava (Kurdistan occidental) et qui peut servir de base pour répondre à beaucoup des questions sociales et politiques que les gens se posent sur le mode de vie à avoir pour être démocratique et juste. En outre, la situation politique en Iran ainsi que dans toute la région a connu des changements, et chacun de ces changements a eu un effet sur l'équation politique de l'Iran et du Kurdistan occidental. Lors du second congrès, tous ces sujets ont été discutés sérieusement, avec leurs opportunités et leurs dangers. On peut dire que, dans son intégralité, le KODAR a fait un pas en avant et s'est préparé à un nouveau chapitre de la réalisation de sa campagne démocratique et du modèle de confédérations démocratiques, en accord avec ses objectifs, et fort des expériences faites sur les deux années précédentes.

Y a-t-il des changements sur la position du KODAR vis-à-vis du gouvernement iranien ou est-ce que la position précédente est conservée ?

Le principe fondamental du KODAR envers le gouvernement de l'Iran est comme suit : si le gouvernement reconnaît les droits démocratiques et s'il est prêt à changer la constitution, le KODAR travaillera avec lui pour rendre la société démocratique et libre, autrement nous le ferons par nous-même. Voilà comment le KODAR se positionne sur ce sujet. Le KODAR est un système démocratique qui n'acceptera pas le régime de Nation, le KODAR est une communauté basée sur l'organisation et la volonté d'étendre la démocratie. Nous préférons résoudre le problème kurde de façon démocratique, mais si le régime iranien choisit de faire autrement, alors la situation vers laquelle nous serons mené.e.s résultera en une situation dans laquelle le KODAR est bien préparé à résister et à se défendre. [...]

Certains disent du KODAR qu'il sert de couverture pour les partis et les politiciens kurdes. Pensez-vous que ceux-ci rejoindront la voie du KODAR, et est-ce qu'une alliance avec les mouvements kurdes est prévue dans l'agenda du KODAR ?

Créer un front démocratique inclusif au Rojhelat (Kurdistan oriental) et en Iran est une nécessité historique. La divergence de ces partis et de ces forces politiques est une menace sérieuse à la démocratisation de l'Iran. Toutes les forces et toutes les voix démocratiques doivent se réunir pour accélérer le changement. En plus des partis du Kurdistan oriental, nous envisageons une plus grande interaction et une convergence avec les partis démocratiques et républicains des cercles azéris, arabes, turkmènes et baloutches d'Iran, ainsi que d'autres forces progressistes. Dans cette perspective, un objectif historique et stratégique est une nécessité.

En parlant de la fédération, il y a eu du progrès en ce sens au Rojava. Au même moment les Forces Démocratiques Syriennes sont en lutte pour libérer Raqqa. Quelles sont les parallèles qui peuvent être faits entre vous, le KODAR, et cette région du Nord de la Syrie ou de l'Ouest du Kurdistan ?

Le modèle du Kurdistan occidental est pratiquement la réalisation de ce que nous voulons pour le Rojhelat, c'est-à-dire l'auto-détermination et l'auto-gouvernance avec toutes leurs variétés politiques, et la reconnaissance des minorités religieuses et ethniques dans les zones dominées. À part cela, il y a aussi la réalisation de l'égalité entre femmes et hommes à tous les niveaux des domaines sociaux, politiques,



FUED BERITAN, DU KODAR

militaires et administratifs. [...] Le paradigme démocratique du Kurdistan occidental a aussi une grande capacité à se protéger lui-même, ce qui s'est manifesté lors de la bataille épique pour Kobanê. Les Kurdes sont un acteur régional majeur et il n'y aura aucun projet pratique au Moyen-Orient sans considération de leurs vœux et de leurs demandes démocratiques et humaines. La résistance et le refus de résoudre cette question, de la part du gouvernement iranien, ne sont qu'une procrastination qui ne fait qu'augmenter en prix et en temps.

Récemment, le peuple du Kurdistan oriental a essayé d'organiser un rassemblement en soutien au Parti Démocratique du Peuple (HDP) dans des villes comme Kirmaşan et Téhéran. Les sympathisant.e.s sont descendu.e.s dans la rue et ont exprimé leur inquiétude. Cependant, le régime iranien a militarisé le peuple dans de nombreuses villes. Comment évaluez-vous cette approche du régime iranien ?

C'est le régime iranien qui devrait répondre à cette question. Pourquoi la manifestation contre le gouvernement fasciste de la Turquie est-elle considérée comme une menace à l'encontre du régime iranien ? Mettre des barrières aux protestations civiles est inacceptable pour le peuple kurde. Politiquement, le régime turc et le régime iranien sont virtuellement deux faces opposées qui se neutralisent mutuellement, comme cela peut être vu dans leurs approches vis-à-vis des problèmes en Irak et en Syrie. Le régime iranien ne devrait pas voir les Kurdes comme une menace envers l'unité nationale, car aucune action en faveur du régime turc n'aide à résoudre les problématiques iraniennes avec les Kurdes mais cela ne fait que les rendre plus difficiles. Si le régime iranien n'est effectivement pas un allié du régime turc, alors pourquoi empêchent-ils les manifestations pacifiques ? [...]

Source

Rojhelat.info – Traduction : Merhaba Hevalno



EN IRAN, LA LUTTE KURDE RESTE DANS L'OMBRE

L'auteur de cet article, Hamid Yazdan Panah est un jeune avocat irano-américain et militant sur l'immigration et l'asile, basé à San Francisco.

En mai 2015, la capitale de la région kurde de l'Iran a pris le feu lorsque des émeutes et des protestations se sont répandues suite à la mort mystérieuse d'une jeune femme kurde dans la ville. Selon les activistes, elle a fait une chute mortelle en tombant de la fenêtre d'un hôtel alors qu'elle essayait d'échapper à une tentative de viol de la part d'un agent de sécurité iranien. L'incident a attiré une attention internationale et a été le point central de luttes de propagande géo-politique.

Les émeutes de Mahabad n'ont pas été seulement indicatives de la rage latente au sein de la population kurde, mais elles ont aussi servi de rappel symbolique de la flamme qui a longtemps brûlé au cœur de la ville de Mahabad.

En 1946, Mahabad est devenue la capitale de la courte république kurde indépendante. Le rêve d'indépendance ne dura cependant pas longtemps et la République fut bientôt détruite par le Shah d'Iran en 1947. Le leader kurde, Qazi Muhammad, fut pendu pour sa désobéissance.

Aujourd'hui, les activistes kurdes restent des cibles de l'État. Par-delà les années,

au Rojhelat :

♦ **ARTISTES EN PRISON** : Au Rojhelat, la prison sert aussi à bâillonner les voix. Le réalisateur kurde Keywan Kirimi a été condamné à un an de prison et 223 coups de fouet suite à son film sur l'histoire des graffitis couvrant les murs de Téhéran de la révolution à aujourd'hui. Puis, le 11 octobre, deux artistes kurdes dans les domaines du cinéma et de la photographie, Mehdi Tewekoli et Mohe-med Ebdî ont été arrêtés par le régime iranien dans la ville de Sine. A l'heure actuelle, bien qu'ils aient reçu la visite des membres de leur famille, on ne connaît pas les motifs de leur arrestation ni ce qui les attend. [Brèves du Kurdistan sur Radio Galère, Rojhelat.info]

♦ **KOLBERS ASSASSINÉS** : Les 30 octobre et 1^{er} Novembre derniers, l'armée iranienne a à nouveau tiré sur des Kolbers kurdes ; 3 personnes ont été tuées. L'un d'eux, Osman Azizi, avait arrêté de travailler en tant que Kolber, mais sa femme étant tombée gravement malade, il avait recommencé les traversées pour pouvoir payer les soins médicaux. Les Kolbers sont des travailleurs, ayant peu de ressources financières, qui font passer de la marchandise sans passer par les frontières légales, et ce au péril de leurs vies. Ils portent sur leur dos ou à dos d'âne des cigarettes, du pétrole, et autres... Selon le Réseau pour les Droits Humains du Kurdistan, 65 Kolbers ont été tués ou blessés de mars 2015 à mars 2016 par les troupes iraniennes. Ces meurtres sont niés par l'Iran, qui accuse ces rapports d'être des mensonges venant de l'étranger. [Rojhelat.info]

♦ **MANIF INTERDITE** : À Marivan, des associations de défense des droits humains voulaient organiser une manifestation contre les meurtres de Kolbers devant le Gouvernorat. Afin d'empêcher la manifestation, le régime iranien a déclaré l'Etat d'urgence dans la ville. Toute entrée ou sortie de la ville est devenue impossible, les réseaux téléphoniques et internet ont été coupés. [ANF]

♦ **ARRESTATIONS DE MASSE** : Selon des sources locales, des arrestations de masse parmi la population kurde ont lieu depuis plusieurs mois. Les personnes sont en général emmenées par les forces de sécurité iraniennes dans des lieux inconnus. [KurdistanHuman-Rights]

des douzaines d'entre elles et eux ont été exécuté.e.s pour leurs liens avec des groupes de résistance kurdes. En avril 2016, le corps de garde révolutionnaire iranien a affronté des militant.e.s kurdes. Beaucoup de celles et ceux qui ont été tué.e.s étaient membres du PDKI (Parti Démocratique du Kurdistan Iranien), l'organisation fondée par Qazi Muhammad en 1945 à Mahabad.

Les affrontements ont fait des douzaines de morts à la fois parmi les membres du corps de garde révolutionnaire et parmi les militants kurdes. Cela a ravivé l'éventualité d'une lutte armée au Kurdistan iranien. Mohammed Saled, un représentant du PDKI à Erbil en Irak, pense qu'une confrontation violente n'est pas un choix mais une réalité pour les Kurdes iranien.ne.s. Dans une interview faite par e-mail, Saleh écrit que « *le système iranien est une dictature religieuse brutale. Nous n'avons d'autre choix que de riposter. Il n'y a pas d'arène politique au sein de la dictature théocratique iranienne. C'est la seule manière dont nous pouvons réagir. C'est notre droit.* »

Malgré les alliances à court terme faites entre les Kurdes et l'Occident, la reconnaissance généralisée des droits des Kurdes reste non établie, si ce n'est complètement absente du discours dominant.

Pourquoi les Kurdes d'Iran restent-ils/elles dans l'ombre ?

Le peuple kurde d'Iran, fort de 6 millions de personnes, reste largement ignoré par la communauté internationale malgré sa présence et son activité constantes.

Ava Homa, un écrivain et journaliste kurde iranien résidant aux USA, dit que les progrès faits par les Kurdes, surtout dans la région du Rojava au Nord de la Syrie, sont à la fois représentatifs du potentiel d'un changement positif dans la région et un cas d'étude de l'hypocrisie de l'Occident.

« *Leurs décisions sont basées sur le profit et non sur la justice* », dit Homa à propos du soutien occidental donné aux Kurdes, lors d'un entretien téléphonique. Les droits humains restent un problème important pour les Kurdes en Iran, comme le montre Homa : « *En 2015, 93 personnes ont été inculpées pour Moharebeh (hostilité envers Dieu), parmi lesquelles 63 étaient des Kurdes.* »

La cause kurde ne reçoit pas beaucoup d'attention non plus au sein de l'Iran. « *Beaucoup de prétendus activistes et intel-*

lectuels iraniens ne reconnaissent pas les aspirations nationales des Kurdes », nous dit Homa. « *Pour eux, demander l'indépendance est un crime et non un choix politique. Il y a une préférence pour l'intégrité territoriale plutôt que pour l'humanité.* »

Pour les Kurdes habitant en Iran, la résistance est enracinée dans l'Histoire. Bien que le mouvement ait connu beaucoup de changements, il est resté en vie jusqu'à aujourd'hui.

Au-delà du gouvernement iranien, la géopolitique de la région continue de présenter de nouveaux défis, dont certains provenant d'autres partis kurdes. En mai 2016, un affrontement mortel entre des membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte principalement contre le gouvernement turc, et le PDKI a causé de nombreuses victimes, menaçant de faire apparaître des divisions importantes au sein de l'unité kurde.

Le PKK a ouvertement proclamé que la lutte armée en Iran ne serait pas bénéfique pour les Kurdes et il a encouragé une « *focalisation sur les mouvements culturels et civils* » à la place.

Mohammed Saleh a critiqué cette posture en disant qu'elle affaiblissait la résistance des Kurdes iranien.ne.s et qu'elle était un reflet de alliances changeantes du PKK dans la région : « *Le mouvement kurde a des caractéristiques différentes que ce soit en Iran, en Irak, en Turquie ou en Syrie. Nous n'intervenons pas dans la lutte du PKK en Turquie, et le PKK ne devrait pas intervenir dans notre lutte en Iran. Il s'agit là de la voix de notre peuple. Nous nous battons pour une cause.* »

Saleh a aussi défendu l'idée que les conflits régionaux en Syrie et en Irak étaient à la fois des opportunités et des obstacles à la reconnaissance des Kurdes comme partenaire égal dans le futur pour la région : « *Tous les partis impliqués en bénéficient d'une certaine manière, sauf les Kurdes. Et les Kurdes ne se battent pas seulement pour leur propre stabilité. Ils et elles espèrent amener la paix à la région entière et cela peut être rendu possible car nous sommes inclusif.ve.s.* »

L'influence des Kurdes iraniens dans la diaspora

La lutte pour le changement est aussi dans la tête des Kurdes iranien.ne.s faisant partie de la diaspora. Samira Ghaderi, une Kurde iranienne qui a précédemment été lobbyiste pour le Gouvernement Régional

Kurde (GRK) à Washington, pense que promouvoir le changement n'est pas la seule responsabilité de ceux et celles vivant au Kurdistan. Dans un entretien téléphonique, Ghaderi nous dit : « *Je me sens responsable du peuple kurde. Étant donnée notre situation malheureuse, je pense qu'il est de la responsabilité de chaque Kurde et de tout ami des Kurdes de sensibiliser les gens sur cette lutte longue d'un siècle.* »

Ghaderi est une des nombreux.ses jeunes Kurdes aux USA à avoir trouvé une forme d'émancipation en prenant parti sur les questions kurdes et en promouvant leur cause : « *En tant que kurdo-américaine, je sais qu'il m'a été donné une opportunité dont la plupart ne peuvent que rêver. Et je la prends très au sérieux.* »

Ce n'est pas une surprise que de nombreux.ses activistes kurdes, que ce soit en Syrie, en Iran, ou ailleurs, soient des femmes. Comme le note Ghaderi : « *à travers l'Histoire, les femmes kurdes ont été à l'avant-garde de la lutte.* »

Selon Ava Homa, les femmes kurdes ont dû surmonter le racisme et la répression de l'État, le patriarcat et le chauvinisme au sein de la culture kurde, tout en étant présentées comme exotiques par les Occidentaux : « *Même si les Occidentaux aiment fantasmer sur la lutte des femmes kurdes, en se concentrant sur cette image de «femmes portant des armes», ce qui se passe au Rojava va bien au-delà de tout ça. C'est la première fois dans la société kurde, mais aussi dans toute société du Moyen-Orient, que les femmes ont autant de pouvoir et de contrôle. Et qu'elles sont respectées en tant qu'individues.* »

Le féminisme et l'émancipation des minorités ethniques sont des composantes centrales de ce qui prend place au Rojava et à travers tout le Kurdistan. C'est un des rares développements positifs face au conflit régional horrible qui a fait naître des mouvements misogynes et fondamentalistes.

La question reste de savoir si ce type de mouvement peut également prendre racine à Mahabad et servir à inspirer des idées qui ne soient pas seulement l'égalité de genre, mais un plus grand mouvement pour la dignité, la justice et peut-être l'indépendance des Kurdes d'Iran.

Source

GlobalVoices.org
Traduction : Merhaba Hevalno

L'ABUS SUR MINEUR.E.S LÉGALISÉ PAR MARIAGE ?

Une forte polémique politique a été ouverte en Turquie, suite au vote d'un amendement proposé par l'AKP et défendu par le gouvernement, durant la révision de la loi incluant les « abus sur mineur.e.s ».

« Pour les crimes commis jusqu'au 16 novembre 2016, sans qu'il y ait eu intimidation, menace, abus de faiblesse ou une autre cause affectant la volonté ; dans le cas où l'auteur du crime se marie avec la victime ; sans prendre en compte les conditions définies à l'article 231 du Code Pénal, la condamnation sera reportée, ou si elle est déjà prononcée, sera mise en sursis. Dans le cas où le mariage est rompu dans les délais de prescription, la faute incombant à l'auteur : le tribunal prononcera une condamnation ou si la condamnation avait été prononcée et suspendue, elle sera appliquée. Dans le cadre de cet article, en cas de report ou prononcé de sursis pour la peine de l'auteur, en ce qui concerne les personnes ayant incité au crime ou été complices : si leur condamnation avait été prononcée, elle sera supprimée, et si la décision du tribunal n'est pas encore prise, un non lieu sera prononcé. » [...]

Le ministre de la Justice, Bekir Bozdağ, a déclaré qu'il y avait beaucoup de couples de mineurs, qui sont mariés religieusement mais ne peuvent pas se marier officiellement à cause de leur âge. Il prétend que, la première phrase « Pour les crimes commis, sans qu'il y ait intimidation, menace, abus de faiblesse ou une autre cause affectant la volonté » écarte les cas de viol. Et ajoute que ce projet est fait surtout pour légaliser les couples de mineurs.

Le ministre de la Justice a aussi affirmé avec aplomb que son projet de loi avait finalement pour objectif de « protéger les enfants ». Les concernés (dont des violeurs) « ne sont ni des violeurs, ni des agresseurs sexuels » a déclaré également le ministre. Selon lui, la principale victime serait « le mari qui est envoyé en prison, plongeant la femme et l'enfant dans les difficultés ».

Mais qu'en sera-t-il des mariages mineur-majeur, voire mariages enfant-adulte ?

Il n'y a pas de meilleure source donc, pour aborder cette question, que la déclaration de la « Commission parlementaire des femmes du HDP », aux premières loges, bien qu'en ce moment en boycott du Parlement. Nous en traduisons des extraits ci dessous.

« Nous connaissons très bien ces machinations qui servent à blanchir les violeurs et obscurcissent la vie des femmes pour toujours. N'ayez pas de doute que nous allons empêcher ces lois, comme nous l'avons déjà fait dans le passé, révélant vos machinations et empêchant ainsi vos lois "de mariage avec violeur". »

La déclaration précise que : « On tente de remettre en vigueur l'article du Code Pénal turc, concernant le "mariage avec le violeur", qui a été changé, après maintes luttes des mouvements de femmes et féministes » et souligne que « de surcroît, ceci est fait sous couvert de protéger les enfants ».

« Grâce à cette révision de loi, les personnes qui ont abusé d'enfants, vont éviter la prison dans le cas où ils épousent leur victime. Ils [le gouvernement] n'hésitent pas à défendre au Parlement et dans les médias, l'abus sexuel sur les enfants, dont ils ont essayé d'étouffer la médiatisation par des censures sur l'information, comme les exemples de Karaman et Adiyaman [scandales récents, viol et pédophilie] l'ont montré, et aujourd'hui ils veulent le légaliser. »

Le communiqué détaille en plusieurs points, les conséquences de cette révision dans le cas où elle serait appliquée.

- Le crime d'une personne ayant abusé d'une enfant de 10 ans, restera sans peine, si celle-ci épouse cet enfant, quand elle arrivera à l'âge légal autorisé pour le mariage. L'âge de l'agresseur n'a aucune importance, il peut aussi bien avoir le même âge que l'enfant, que 50 ou 70 ans...
- Les juges pourront décider que des filles de 13 ans ont été « consentantes » envers leur violeur de 50 ans. C'est à dire que dans les cas d'abus sexuel, le « consentement » sera étudié et pris en compte.
- Les enfants vont donc déclarer, sous pression et menaces, qu'elles étaient consentantes.

– Les familles qui «confient» leurs enfants, contre argent, à des violeurs, en cas de mariage, ne seront pas inquiétées. Avec le manque de réaction sociale, les familles pourront plus facilement marier leurs filles précocement, pour de l'argent.

– Le fait que la décision soit suspendue ou que la peine soit mise en sursis en cas de mariage, obligera les victimes à poursuivre le mariage sous menace.

« *Le mariage d'enfant est un viol à vie* » : cette déclaration met l'accent sur le fait que les enfants traînées vers un mariage précoce, subissent systématiquement la violence psychologique ou physique de la personne avec laquelle elles sont mariées, ainsi que celle de sa famille.

« *Les enfants sont mariées sans aucune connaissance sexuelle, sont violées par leur époux, et se retrouvent avec de nombreux problèmes de santé. La première cause de mortalité chez les filles de 15-19 ans est la grossesse et les problèmes causés par l'accouchement. Les enfants sont arrachées à leur milieu, par la personne avec laquelle elles sont mariées. Elles ne sont pas envoyées à l'école et elles ne sont souvent pas autorisées à sortir de la maison.* » [...]

Le retournement du statut d'agresseur au statut de victime n'est pas un fait anodin. Il s'agit d'une pierre angulaire des différentes sociétés patriarcales [...]. Il s'agit d'un ensemble de projets de loi revenant à la charge sur la dé-responsabilisation totale du viol et des agressions sexuelles, et détruisant ce que les mouvements de femmes avait contraint à inclure au fil des ans. [...]

De ce fait, la mesure permettrait là, la suspension de la condamnation d'une personne pour agression sexuelle sur mineur.e commise avant le 11 novembre 2016 si son auteur épouse sa victime. Le résultat pourrait concerner près de 3 000 personnes. [...]

Et d'ailleurs, la justice patriarcale turque n'a pas attendu cette modification pour «juger», bien souvent. [...]

Ajout du 21 novembre : Le ministre a finalement annoncé que le débat était reporté, et que le projet serait examiné ultérieurement, cédant ainsi à une forte réprobation, y compris du côté ultra-nationalistes, ses alliés... Reculer pour mieux sauter ?

Source

Pierre Le Bec, sur Kedistan



en Turquie :

♦ **WIKILEAKS** : Wikileaks a publié un dossier comprenant 57 934 mails de Berat Albayrak, ministre de l'Énergie en Turquie et gendre du président Erdogan. Entre autre, ces mails révèlent des relations intimes entre l'état turc et l'État islamique, notamment à travers la compagnie pétrolière Powertrans. [ROJBAŞ]

♦ **ATTENTAT À ISTANBUL** : Une double attaque à la voiture piégée a frappé un car de transport de la police à proximité du stade de foot Vodafone Arena à Besiktas, Istanbul, dans la nuit du 10 décembre. Selon certaines sources environ 45 personnes, dont une trentaine de policiers, y ont trouvé la mort, et environ 155 personnes ont été blessées. Selon d'autres, il y aurait eu une centaine de morts du côté de la police. Le lendemain, une centaine de membres du HDP se sont fait arrêter. L'attaque a été revendiquée deux jours plus tard par le TAK (Faucons de la liberté du Kurdistan), et condamnée par le HDP, qui dénonçait surtout la répression, le génocide politique et la guerre civile générale dans l'ensemble du pays qui provoquent de telles attaques. [ANF / ROJBAŞ]

♦ **DEMIRTAŞ** : Le co-président du HDP, Selahattin Demirtaş, est toujours enfermé dans la prison d'Edirne. Le 14 novembre, après qu'il a rendu visite à Demirtaş, la maison de Levent Piskin, avocat et membre du HDP, a été perquisitionnée. Son procès, qui risque de durer longtemps, a commencé fin novembre au tribunal de Mardin. Le 12 décembre, Demirtaş a fait une crise cardiaque dans sa cellule ; nous n'avons pas pu trouver d'autres informations sur son état de santé depuis. [ANF]

♦ **MANIFESTATION À ISTANBUL** : Le 20 novembre à Istanbul,

des dizaines de milliers de personnes ont participé à une manifestation organisée par la Coordination du Travail et de la Démocratie, le HDP, d'autres partis politiques et des organisations LGBTI. Le slogan de la journée étant « *Nous ne capitulerons pas* », beaucoup de manifestant.e.s tenaient des pancartes avec des photos des parlementaires HDP et BDP emprisonné.e.s. Une campagne de signatures y était lancée pour dénoncer les nouvelles lois de l'AKP légalisant les abus sexuels. [ANF]

♦ **JOURNALISTES EMPRISONNÉ.E.S** : Des prisonnières de la prison de femmes à Mardin ont publié, depuis leurs cellules, un deuxième numéro du journal, qu'elles ont intitulé « *Donjon* ». L'écrivaine Aslı Erdoğan et la philologue Necmiye Alpay, enfermées depuis respectivement 95 et 85 jours pour avoir montré leur solidarité avec les journalistes de Özgür Gündem, ont été libérées en attendant leur procès le 29 décembre. Elles, ainsi que le rédacteur en chef Zana Bilir Kaya et l'éditeur İnan Kızılkaya, risquent la prison à perpétuité. [ANF / JINHA]

♦ **MARIAGE D'ENFANTS** : Mi-novembre, l'AKP a présenté au parlement une proposition de loi selon laquelle toute personne ayant abusé d'une mineure ne sera pas punie si elle se marie avec. La proposition avait été acceptée par les représentants de l'AKP et vivement rejetée par d'autres partis présents au parlement. Cette proposition a déclenché un fort mouvement de contestation, avec des manifestations de femmes dans plusieurs grandes villes. À Artvin, la police a attaqué brutalement une manifestation de femmes. Peu de temps après, le ministre de la justice AKP a annoncé que la clause en question serait reti-

rée de la nouvelle loi. [JINHA / NE VAR NE YOK]

♦ **MINE DE SIRVAN** : À Sirvan, dans la commune de Siirt, une mine de cuivre à ciel ouvert s'est partiellement effondrée, coûtant la vie à au moins 8 mineurs. À ce sujet, le site kedistan a publié un article de fond. [ANF / KEDISTAN]

♦ **PRISONS** : Hişyar Özsoy, député de Bingöl, a alerté cette semaine sur la situation des prisons en Turquie qui tend à encore s'empirer ces derniers temps. Il dénonce le fait que les gardiens de plusieurs prisons ont été remplacés par des agents des forces spéciales et que des armes lourdes, qui n'avaient pas été utilisées jusque là en prison, y soient acheminées. Il craint aussi l'exécution de plans de massacre planifiés des prisonniers. Le 23 novembre, 58 prisonniers accusés d'être en lien avec le PKK ont ainsi été transférés de la prison de haute sécurité de Edirne sans aucun avertissement ni explications. Le Co-président du HDP Selahattin Demirtaş et le député Abdullah Zeydanoğlu étaient enfermés dans cette prison dans des conditions d'isolement. La parlementaire Gülser Yıldırım a également pu informer, lors d'un appel autorisé à son mari, des conditions de détention de ses camarades dans la prison de haute sécurité de Kandira où elle est détenue. La co-présidente du HDP Figen Yüksekdağ, la co-maire de Amed Gültan Kışanak et la porte parole du KJA Ayla Akat sont toutes trois détenues en cellule d'isolement individuelle sans aucune possibilité de contact avec l'extérieur. [RADIO GALÈRE]

♦ **FIN DE LA GRÈVE DES PARLEMENTAIRES HDP** : Le HDP a repris ses activités au sein du parlement après avoir tenu un boycott pendant deux semaines pour protester contre les arrestations et enfermements des membres du parti. [ANF]

♦ **MOBILISATION CONTRE LES CRIMES TRANSPHOBES** : À l'occasion de la Journée de Souvenir des Personnes Trans (20 novembre), une manifestation a eu lieu à Izmir pour dénoncer les crimes homophobes et transphobes. Voici un extrait du communiqué : « *Hande Kader, Çağla Joker, Petro Melikşahoğlu, Dora Özer, Sevda Başar et encore d'autres : au moins 40 femmes trans ont été tuées en Turquie depuis 2008. Tant qu'on garde notre silence et qu'on ne réagit pas, on continue à en être complice.* » [JINHA]

♦ **RÉPRESSION MÈRES POUR LA PAIX** : Les mères pour la paix, qui tiennent un sit-in toutes les semaines depuis des années devant le palais de Dolmabahçe à Istanbul, se sont fait bloquer par la police fin novembre. [JINHA]

♦ **RÉPRESSION À ANKARA** : À l'occasion de la Journée Internationale contre les violences faites aux Femmes (25 novembre), des organisations de femmes ont mené une manifestation sur la Place Koley. La police est intervenue pour empêcher les manifestant.e.s de quitter la place. Plusieurs manifestantes ont été battues puis emmenées au commissariat. Le lendemain, les perquisitions ont eu lieu dans le quartier de Mamak ; 25 personnes ont été arrêtées.e.s. [JINHA]

♦ **ARRESTATION D'UNE LEADER KJA** : Sara Atkas, politicienne et membre du Congrès des Femmes Libres (KJA) s'est faite arrêter à l'aéroport d'Istanbul. Elle passera bientôt en procès en tant que membre de l'Union des Communautés Kurdes (KCK). [JINHA]

♦ **ZAROK TV** : La chaîne de télévision pour enfant Zarok TV, qui figurait parmi des dizaines de chaînes de télévision et de radios qui ont été fermées ces deux derniers mois (voir Merhaba Hevalno n°8) a repris ses activités. [ANF]

LA GUERRE D'ERDOĞAN CONTRE LES FEMMES

Comme presque tous les mois, nous traduisons encore un texte de Dilar Dirik, chercheuse et militante féministe kurde. Ici elle trace le panorama de la répression frontale – ouvertement misogyne – menée par l'État turc contre les femmes militantes kurdes. Cet article rend hommage, par la même occasion, à ces femmes politiques (dignes de ce nom!) et leur résistance inconditionnelle.

Les femmes kurdes d'un des mouvements de femmes les plus forts et les plus radicaux au monde sont en train de se prendre une raclée de la part de l'État turc en toute impunité – pendant que l'Europe détourne le regard.

« *Nous résisterons jusqu'à la victoire !* » scandait Sebahat Tuncel avant qu'une demi-douzaine de policiers ne la fassent taire en la traînant au sol avant de l'enfermer, début novembre.

Il y a neuf ans, après avoir été élue lorsqu'elle était encore derrière les barreaux, lors de sa sortie de prison et son entrée au parlement, Tuncel fut reçue par un véritable cortège de signes de victoire, de slogans joyeux et de fleurs. De nouveau en prison, Tuncel n'est qu'une parmi des dizaines de politicien.ne.s kurdes du Parti Démocratique des Peuples (HDP) et du Parti Régional Démocratique (DBP) qui, depuis début octobre, ont été arrêtées par les forces de sécurité turques dans le cadre des opérations «anti-terroristes» menées par le président Erdoğan contre tout.e.s celles et ceux qui contestent son règne autoritaire. Ces rafles ont commencé directement après la tentative de coup d'État en juillet et sont synonymes d'une ré-intensification de la guerre en cours entre l'État et le mouvement kurde depuis l'été 2015, ce qui a mis fin au processus de paix en cours depuis deux ans et demi. Tout comme les conseils donnés aux brigades antiterroristes allemandes dans les années 1980, « *Tirez sur les femmes en premier !* », la masculinité toxique de l'État est devenue apparente lors de sa déclaration de guerre contre les femmes : la plus grande menace pour le système est justement la puissance du mouvement militant des femmes kurdes. Sebahat Tuncel n'est pas du tout un cas unique.

Gültan Kışanak a été emprisonnée fin octobre. Ancienne parlementaire, elle était la première co-mairesse de la Municipalité Métropolitaine de Diyarbakır. Dans les années 1980, elle a passé deux ans dans la célèbre prison de Diyarbakır ; elle y a subi les formes de tortures les plus atroces, tel que vivre pendant plusieurs mois dans un chenil rempli d'excréments de chiens pour avoir refusé de dire « *Je suis turque* ». Son arrestation a été suivie directement par celle d'Ayla Akat Ata, ancienne députée elle aussi et maintenant porte-parole du Congrès des Femmes Libres (KJA), la plus importante organisation rassemblant le mouvement des femmes au Kurdistan et en Turquie. Le KJA figure sur la liste des 370 organisations de la société civile qui ont été interdites par le gouvernement depuis mi-novembre. Pendant qu'elle était au parlement, elle fut hospitalisée à plusieurs reprises à cause des violences policières, et a survécu à plusieurs tentatives d'assassinats.

Selma Irmak fait partie des députées élues depuis la prison, un endroit où elle a passée plus de dix ans sous accusation de terrorisme

et où elle a participé aux mouvements de grèves de la faim. Gülser Yıldırım fut incarcérée pendant 5 ans avant les élections. Il y a aussi la députée Leyla Birlik, restée à côté des civil.e.s de Şırnak pendant toute la période de couvre-feu et de bombardements ; elle y a été témoin des meurtres sauvages d'innombrables civil.e.s par les soldats de l'armée turque. En octobre 2015, son beau-frère, le militant cinéaste Hacı Lokman Birlik, a été exécuté par l'armée ; son cadavre a été attaché à l'arrière d'un véhicule militaire et traîné à travers la ville. Ayant filmé la scène, des soldats ont envoyé la vidéo à Leyla Birlik accompagné du message : « *Viens récupérer ton beau-frère* ».

Et la liste continue. Nous avons élu ces femmes courageuses pour être nos représentantes. Elles sont désormais des prisonnières politiques ayant été élues par plus de cinq millions de personnes.

Les politiques ultra-conservatrices d'Erdoğan et de son Parti pour la Justice et le Développement (AKP) ont conduit ces quinze dernières années à une hausse des violences contre les femmes en Turquie. En plus de refuser systématiquement l'égalité hommes-femmes, l'administration turque, Erdoğan lui-même compris, favorisent des attitudes banalisant la culture du viol, les violences de genre et la misogynie. L'AKP n'hésite pas à lancer des attaques violentes contre les femmes ainsi que des personnes LGBTI+. L'acharnement de l'État hyper-masculiniste ne cible pas seulement les communautés kurdes en les accusant d'être séparatistes, terroristes ou de comploter contre l'État, il dépeint les militantes kurdes comme étant de « *mauvaises femmes* », des « *putes honteuses* » portant atteinte à la famille nucléaire.

Comme l'a décrit Anja Flach dans son livre «*Frauen in der Kurdischen Guerilla*» (Les Femmes dans la Guérilla Kurde), livre qui n'a toujours pas été traduit de l'allemand, l'État turc a une longue histoire d'usage du viol et de la torture sexuelle, y compris des «*tests de virginité*» post-mortem dans le but de discipliner et de punir les corps des femmes. Dans les prisons, les femmes font souvent l'objet de fouilles intimes dont le seul but est de les humilier sexuellement. Récemment, des soldats turcs ont arraché les vêtements des cadavres des militantes kurdes pour ensuite publier les images sur les réseaux sociaux. Dans une autre vidéo brutale, on a pu voir les soldats tirer des balles dans les têtes des guérilleras avant de les jeter d'une falaise [...]

Alors que de telles atrocités étaient dissimulées dans les années 1990, le partage des images sur les réseaux sociaux s'inscrit dans une nouvelle tentative de démoraliser la résistance des femmes et de faire une démonstration de la puissance de l'État. De telles pratiques ressemblent à celles utilisées par l'État Islamique de l'autre côté de la frontière et violent les conventions de guerre. Une agression sexuelle contre une militante qui ose s'opposer à l'hégémonie masculine est une tentative de briser sa volonté et de dissuader celles qui continuent à lutter. C'est donc dans ce contexte qu'on doit analyser les attaques contre des politiciennes.

Bien avant que les médias dominants ne subissent le feu nourri de la répression en Turquie, les journalistes de JinHa, la première agence de presse féminine du Moyen-Orient, s'étaient déjà fait attaquer. Dévouées à tenir une ligne politique ouvertement féministe, les travailleuses de JinHa dévoilaient les crimes de l'État sous l'angle de la question du genre. Aujourd'hui, JinHa est interdit et plusieurs de ses membres sont derrière les barreaux.

Avec son agenda politique laïc, pro-minorités, pro-femmes, pro-LGBT et écologique, le HDP est aujourd'hui le dernier parti poli-

tique progressiste de l'opposition en Turquie. C'est de loin le parti qui compte le plus gros pourcentage de femmes dans ses rangs. Même sans le système de coprésidence, la ligne politique du mouvement de libération kurde qui garantit un pouvoir partagé entre un homme et une femme à chaque échelon, la grosse majorité des mairesses se trouvent dans les régions kurdes. Grâce à une lutte acharnée depuis plusieurs décennies et fortement appuyé par le leader kurde emprisonné, Abdullah Öcalan, le rôle actif des femmes dans le monde politique est désormais un acquis au Kurdistan.

Les femmes du HDP et du DBP n'incarnent pas les idées bourgeoises des politiques représentatives et du féminisme capitaliste institutionnel. Presque toutes celles qui subissent des attaques en ce moment ont déjà passé du temps en prison, subi des violences policières, de la torture sexuelle, des tentatives de meurtre ou toute autre forme de traitements violents de la part de l'État.

En mars 2013, lors du processus de paix initié par Abdullah Öcalan avec l'État turc, les femmes y ont aussi joué un rôle important. Elles étaient présentes à chaque réunion qui a eu lieu sur l'île-prison de Imrali. En 2014, Öcalan a recommandé que, lors de ces réunions, les femmes soient représentées en tant que force organisée et non pas en tant qu'individues. Ceylan Bağrıyank a ainsi pu rejoindre ces réunions en tant que représentante du mouvement des femmes. Dans la Déclaration de Dolmabahçe, la première déclaration commune publiée par les deux parties belligérantes, la libération des femmes figurait parmi les dix points pour la justice et pour une paix durable. L'État ainsi que les médias de l'époque se sont montrés incapables de comprendre l'insistance du mouvement kurde concernant la place centrale de la libération des femmes dans le processus de paix.

Nous faisons face à un châtiment collectif pour avoir dépassé le seuil électoral le plus élevé du monde, requérant qu'un parti politique gagne au moins 10 % du vote national pour pouvoir accéder au parlement. Nos villes ont été rasées, nos proches assassiné.e.s, brûlé.e.s vifs, bombardé.e.s, fusillé.e.s ou battu.e.s à mort. Notre patrimoine culturel et notre environnement sont effacés à jamais, nos député.e.s sont traîné.e.s dans les rues, nos maires et mairesses remplacé.e.s par des tuteurs de l'État contre notre gré, nos médias sont censurés, nos réseaux sociaux bloqués. En détruisant toute possibilité d'une vie politique légale et pacifique menée dans un cadre démocratique, la Turquie n'a laissé aucune autre option aux populations kurdes que celle de l'autodéfense. En apaisant Erdoğan, les institutions internationales, avant tout l'Union Européenne, ont laissé tomber les Kurdes. En d'autres termes, les gouvernements occidentaux sont en train de soutenir l'annihilation systématique d'un des mouvements de femmes les plus puissants et radicaux au monde.

Dans la philosophie du mouvement des femmes kurdes, chaque organisme possède ses propres mécanismes d'autodéfense, comme une rose et ses épines. Ce concept, au lieu d'être défini dans un sens étroit et seulement physique, inclut la possibilité de la gestion de la vie sociale ainsi que politique par la création de structures d'auto-gouvernance [...]

À une époque où les corps nus des femmes sont exposés sur les réseaux sociaux par l'armée et où des représentant.e.s élu.e.s subissent des tortures aux mains de l'État capitaliste et patriarcal, les femmes résistent pour montrer que la définition de leur honneur n'appartient pas aux hommes, parce que l'honneur des femmes ne se situe pas entre leurs jambes ; celui-ci se situe dans notre résistance, cette

culture de résistance établie par les pionnières de notre mouvement. Nos politiciennes emprisonnées défendent cet honneur.

La co-présidente du HDP Figen Yüksekdağ a envoyé ce message depuis la prison : « Quoi qu'ils fassent, ils ne pourront pas consumer notre espoir, ni casser notre résistance. Qu'on soit en prison ou pas, le HDP et nous sommes toujours la seule option pour la liberté et la démocratie en Turquie. C'est pour cela qu'ils ont autant peur de nous. »

Il ne faut jamais qu'aucun.e d'entre vous ne se laisse envahir par le désespoir, ni baisse sa garde, ni laisse sa résistance s'affaiblir. N'oubliez jamais que cette haine et cette agression puisent leurs racines dans la peur. Sans aucun doute, l'amour et le courage gagneront. »

Source

KurdishQuestion – Traduction : Merhaba Hevalno



TURQUIE - MANIFESTATION DES FEMMES
CONTRE LE PROJET DE LOI LÉGALISANT LE VIOL

**Messages de Figen Yüksekdağ,
co-présidente du parti HDP,
depuis la prison (Turquie)**

« Malgré tout, nous continuons à dire paix, liberté et démocratie, à tout prix. Particulièrement en ce 25 novembre, la position des femmes qui mènent un combat quotidien contre la violence, la persécution et la discrimination, jouera un rôle vital. Les femmes vont éclairer cette obscurité. Je salue la lutte unitaire qui s'est développée ces derniers jours contre la proposition de loi pour une amnistie des abus sexuels [sur les enfants]. »

« Si c'est un crime de croire en une vie en paix et en égalité pour les femmes et pour toute l'humanité, contre ceux qui vénèrent la violence de l'État Masculin, contre ceux qui encouragent cette violence, les viols et les agressions, alors nous continuerons, ensemble, à commettre ce "crime"... L'objectif de la violence est de répandre la peur, puis de forcer à se plier. La réponse la plus puissante à cette violence c'est que les femmes n'aient pas peur et refusent de se plier. Pour les femmes emprisonnées entre les murs de la violence, de la pauvreté, de la précarité, de l'inégalité et du mépris : il est grand temps de devenir une source d'inspiration vêtue de courage, et de défendre ce qui est bien. »

« Tout peut paraître très difficile. L'animosité contre les femmes et contre la vie peut sembler attaquer de tous les côtés. Mais qui a dit que notre tâche était facile ? Notre tâche est de dépasser les difficultés... Et je sais que nous y arriverons ! Avec la solidarité entre femmes et la résistance, partout, sous n'importe quelles circonstances, nous crierons face à ceux qui se nourrissent de mort, d'oppression et de haine : « Les femmes, la vie, la liberté ! ». Ils verront encore une fois qu'ils ne peuvent pas prendre notre volonté politique en otage, et que les femmes ne trahiront pas leur amour pour la liberté... Avec espoir, avec foi, avec amour... »

Sources

JINHA et ANF – Traduction : Merhaba Hevalno

MESSAGES DE LUTTE POUR LE 25 NOVEMBRE

La lutte du mouvement des femmes kurdes donne tout son sens à cette Journée Mondiale pour l'Élimination des Violences faites aux Femmes. Cette année, la répression contre les femmes kurdes, en particulier contre les militantes en Turquie, a atteint des niveaux de brutalité sans précédents (cf. « La guerre d'Erdogan contre les femmes »). De nombreux messages, porteurs de résistance et de sororité, ont été adressés aux femmes du monde entier à cette occasion. Nous en avons traduit quelques extraits.

**Messages des YPJ – guérilla
de femmes du Rojava (Syrie)**

« Les valeurs humaines et sociales créées par les femmes sont détruites et pillées aujourd'hui de différentes manières par la mentalité masculine dominante. Contre ce pillage, ce sont encore les femmes qui

défendent la vie avec leur travail, leur créativité et leurs efforts pour la paix. »

« L'image de la femme soumise, esclave, véhiculée par la mentalité patriarcale sera démolie par la volonté des femmes et leur engagement à la lutte. »

« Une nouvelle société et une nouvelle réalité pour les femmes ont été créées par la révolution des femmes. La révolution qui a vu le jour au Rojava, menée au premier rang par les femmes, a donné une voix aux femmes de partout. »

« Avec notre combat contre l'État Islamique, le reflet de la mentalité patriarcale dans les champs de bataille, des centaines de femmes ont été libérées de la cruauté des bourreaux. »

À travers la révolution des femmes, et à partir des marches ayant été franchies dans l'histoire, nous, les forces YPJ, promettons à toutes les femmes de partout, encore une fois, que nous mènerons toujours la lutte encore plus loin. »



LES JEUNES KURDES D'EUROPE MULTIPLIENT LES ATTAQUES CONTRE LES INTÉRÊTS TURCS DANS DIFFÉRENTS PAYS

Depuis le début du mois de novembre la colère contre le régime fasciste turc gagne les villes européennes. Les attaques de consulats ou de représentations turques se multiplient. [...] Des dizaines d'actions directes ont été menées [...] dans toute l'Europe, mais particulièrement en Allemagne, contre des intérêts de l'État ou des organisations fascistes et islamistes turques.

20 novembre, Paris : Attaque du rassemblement pro-Erdoğan sur la place de la République.

Alors que la Turquie sombre de plus en plus dans la dictature, dimanche 20 novembre un rassemblement pro-Erdoğan avait lieu place de la République à Paris. [...] Une contre-manifestation a attaqué le rassemblement, malgré la protection policière, et en particulier son service d'ordre. Repoussée par la police, une manifestation sauvage s'est élancée (Réaumur-Sébastopol - Strasbourg St-Denis - Gare de l'Est) avec de nombreuses barricades, des affrontements avec les flics, et une pluie de lacrymogènes. Les organisations kurdes parlent de « 12 fascistes blessés et 7 camarades en garde-à-vue ».

8 novembre, Londres

La vidéo [postée sur mars-infos.org] montre l'attaque qui a eu lieu à Londres le 8 novembre contre le Diyanet İşleri Başkanlığı (Direction des Affaires Religieuses) et la Société Islamique Turque. Une trentaine de jeunes kurdes tirent des engins pyrotechniques, brisent les vitres et taguent « *Turquie = ISIS (DAESH)* » sur les murs.

6 novembre, Nantes

Le consulat de Turquie à Nantes a été visé dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 novembre par des jets de cocktails molotov. Les bouteilles incendiaires ont été lancées sur une façade latérale, sans ouverture, du bâtiment un peu avant minuit. Des investigations étaient en cours dimanche après-midi et aucune interpellation n'avait encore eu lieu. Plusieurs manifestations pro-kurdes se sont déroulées à Nantes ces dernières semaines, de même qu'à Rennes, à Paris ou à Marseille, où plusieurs centaines de personnes ont encore défilé samedi.

5 novembre, Grevenbroich (Allemagne)

Des militant.e.s de l'Initiative de la Jeunesse Apoïste a mené une attaque contre les bureaux de l'UETD (Union des Démocrates Européens et Turcs) à Grevenbroich (Rhénanie-du-Nord-Westphalie), la semaine passée, en représailles à l'assassinat de deux combattantes des YJA-Star. Celles-ci ont été abattues par des militaires turcs (avec des armes vendues par l'Allemagne) après leur reddition.

4 novembre, Kassel (Allemagne)

La photo est celle de l'incendie à Kassel, le 4 novembre, de la voiture du responsable du club Ülkü Ocagi affilié à l'organisation fasciste « Loups Gris ».

Source

mars-infos.org

La caricature du mois



Couverture du magazine satirique *GirGir*.

Le loup – « Grâce à vous je me suis marié. Merci beaucoup ! »

Bekir Bozdağ, ministre de la Justice – « Si on a pu te rendre justice, nous en sommes heureux. »

La loi visant à légaliser l'abus sur mineur.e.s en permettant aux personnes qui ont abusé des enfants d'éviter la prison en épousant leur victime a provoqué une forte contestation en Turquie, notamment chez les femmes. Une pétition (plus de 700 000 signatures), de multiples protestations sur les réseaux sociaux, des manifestations... Le ministre en charge a finalement retiré le projet. Pour cette fois...

dans le Monde :

- ♦ **PARLEMENT AUTRICHIEN** : Tous les partis du Parlement autrichien ont voté à l'unanimité l'arrêt de vente d'armes à la Turquie. Interviewé par ANF, Berivan Aslan, député du parti des Verts, a indiqué qu'il y avait deux buts à ce vote : mettre la pression à la Turquie, et montrer la voie aux autres pays européens afin qu'ils fassent de même. Il a insisté sur le fait qu'il ne suffit pas d'exprimer oralement des reproches à la Turquie, mais qu'il faut également réaliser des actes concrets. [ANF]
- ♦ **EUTELSAT : VICTOIRE DE NEWROZ TV !** Le 11 octobre dernier, la compagnie française Eutelsat, l'une des plus grosses compagnies d'offre satellite en Europe, avait à la demande de la Turquie arrêté la diffusion de Newroz TV et Med Nûcê. Les 15 et 17 novembre, le tribunal du commerce de Paris a annoncé son verdict : l'arrêt des programmes était illégal, car il est du ressort de la radio-télévision suédoise, Eutelsat doit donc redémarrer la diffusion de ces deux chaînes, et leur verser des dommages et intérêts de 5 000 € chacune. Eutelsat devra également payer 10 000 € de dommages et intérêts par jour de retard à exécuter la décision du tribunal. [ANF]
- ♦ **SOUTIENS D'ÉLUS EUROPÉENS AUX DÉPUTÉS DHP ET DBP** : En Europe, des élu.e.s commencent à se réveiller et à publier leur soutien aux élu.e.s du HDP et du DBP qui sont victimes d'une chasse aux sorcières par le régime turc. En France, 90 élu.e.s ont signé un texte de soutien, en Suisse, des député.e.s du PS, des Verts et du parti Basta ont organisé une protestation devant le parlement cantonal de Bâle, et au Parlement Européen, des dizaines de député.e.s demandent la libération

des élu.e.s HDP actuellement emprisonné.e.s. Une délégation de député.e.s suédois.e.s, après que leur visite à Demirtaş ait été refusée par la Turquie, demande la libération des élu.e.s HDP et promet de rendre publiques les violations des droits humains en Turquie. [ANF]

- ♦ **SOLIDARITÉ URUGUAYENNE** : L'Assemblée des Femmes du Parlement de la République de l'Est de l'Uruguay et le bureau politique du gouvernement actuel «Frente Amplio» a envoyé un message de solidarité au HDP. L'Assemblée des Femmes a dit : «Nous déclarons une solidarité forte et absolue avec les député.e.s HDP. Nous appelons toutes les forces démocratiques de notre pays à agir maintenant. Dans les situations où les droits démocratiques sont bafoués, partout où vous défendez ces droits, agissez maintenant !» [ANF]

- ♦ **NÉGOCIATIONS TURQUIE-UE** : Le 24 novembre, le Parlement européen a voté la suspension des négociations d'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Certain.e.s député.e.s verts et de gauche pensent que ce n'est pas forcément une bonne idée, et qu'il serait plus efficace de prononcer des sanctions économiques, ainsi que d'annuler l'accord sur les réfugié.e.s. [ANF]

- ♦ **REPRÉSENTATION DU ROJAVA À OSLO** : Un bureau de représentation officielle du Rojava a ouvert ses portes à Oslo le 26 novembre. [KURDPRESS]



GLOSSAIRE

KCK : Union des Communautés du Kurdistan (considéré «terroriste» par sa proximité au PKK). C'est l'organisation «faitière» du mouvement de libération kurde qui prône le «confédéralisme démocratique» dans les quatre parties du Kurdistan.

KNK : le Congrès National du Kurdistan est une coalition d'organisations de la diaspora kurde exilée en Europe (femmes et hommes politiques, militant.e.s, avocat.e.s, intellectuel.le.s). Son siège est à Bruxelles et sa mission principale est le lobbying auprès de l'UE, l'ONU et les gouvernements.

BAKÛR : 'Kurdistan en Turquie'

PKK : Parti des Travailleurs du Kurdistan (interdit et considéré «terroriste»). On parle souvent indistinctement du PKK pour désigner d'autres organisations qui en sont proches ou qui n'en sont que des parties. Le PKK est aujourd'hui un mouvement, plus qu'un parti.

DTK : « le Congrès pour une société démocratique » est une plate-forme d'associations et de mouvements du Kurdistan en Turquie qui développe depuis 2011 son modèle « d'autonomie démocratique » en tant qu'organisation « faitière » confédérale.

KJA : Congrès des Femmes Libres. « L'organisation parapluie démocratique et confédérale des femmes contre l'état-nation unitaire et centralisé de la modernité capitaliste. » L'ancien DÖKH (Mouvement Démocratique de la Femme Libre) s'est restructuré en 2015 à l'image du DTK.

DBP : Parti Démocratique des Régions. Parti kurde majoritaire, qui applique le modèle d'« autonomie démocratique » à travers ses 103 municipalités au Bakûr.

HDP : Parti Démocratique des Peuples. C'est

un parti parlementaire. Le HDP est un front regroupant le DBP et de nombreuses organisations révolutionnaires en Turquie, dont certaines ont des structures clandestines.

GABB : Union des Municipalités de l'Anatolie du sud-est, créée en 1991, coordonne la solidarité entre les villes Kurdes.

HPG : Force de Défense du Peuple. Organisation armée. Guérilla du PKK.

YJA-Star : Unités des Femmes Libres. Guérilla des femmes du PKK.

YPS (anciennement YDG-H) : Unités de Protection Civile. Groupes locaux d'habitant.e.s armé.e.s pour l'autodéfense des quartiers.

YPS-Jin : Unités de Protection des Femmes.

ROJAVA : 'Kurdistan en Syrie'

TEV-DEM : « Mouvement pour une société démocratique ». Structure (équivalent -au Rojava- du DTK du Bakûr) englobant les mouvements et organisations sociales, et les délégués des conseils, qui participent au « confédéralisme démocratique ».

PYD : Parti de l'Union Démocratique, un des partis kurdes de Syrie. Il proclame l'autonomie du Rojava en novembre 2013.

Kongra Star (anciennement Yikitiya Star) : organe de coordination du mouvement des femmes au Rojava

YPG : Unités de Protection du Peuple. Guérilla du PYD.

YPJ : Unités de Protection des Femmes. Guérilla des femmes du PYD.

Asayîş : C'est le mot kurde pour «sécurité», ce sont les forces armées internes du Rojava.

MFS : Conseil Militaire Syriaque. Groupe Syriaque/Assyrien/Chrétien, proches des YPG/YPJ.

FDS : les Forces Démocratiques Syriennes (désignées comme SDF ou QSD), fondées au milieu du mois d'octobre 2015, sont une alliance regroupant une quarantaine de groupes armés actifs dans le Rojava et dans le nord de la Syrie. L'alliance est multi-ethnique (Kurdes, Arabes, Turkmènes, Circassiens,...) et anti-islamiste. Les principaux groupes composants l'alliance sont les YPG/YPJ (revendiquant 50.000 combattants) et le Jaysh al-Thuwar (Armée des Révolutionnaires, revendiquant 5.000 combattants).

CDS : Conseil Démocratique Syrien, organe politique des FDS.

CNK : regroupement de partis kurdes syriens, fondé à Erbil sous le parrainage de Massoud Barzani, en opposition au Conseil Nationale Syrien (principale formation de l'opposition en exil).

BAŞUR : 'Kurdistan en Irak'

GRK : Gouvernement Régional du Kurdistan, semi-autonome dans une partie du Başur depuis la 1^{ère} guerre du golfe, forte alliée des États-unis et de la Turquie.

Peshmergas : armée régulière du GRK.

KDP ou PDK : Parti Démocratique du Kurdistan, présidé par Massoud Barzani, à la tête du GRK.

KDP-I ou PDK-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien, proche du PDK de Barzani.

PUK : Union Patriotique du Kurdistan, détient le pouvoir dans une partie du GRK.

Goran : Parti Goran, souvent appelé Mouvement Goran ou Mouvement pour le Changement, c'est une mouvance politique qui s'appuie sur d'anciens cadres du PDK et du PUK sur la base d'un programme politique anti-corruption. Mouvement récent, il a gagné de nombreux sièges au parlement autonome du Başur.

YBŞ/YBJ : Unités Populaires de Shengal et Unités des Femmes de Shengal, combattant.e.s principalement Yézidi.e.s, formé.e.s par les YPG/YPJ.

ROJHILAT : 'Kurdistan en Iran'

PJAK : 'Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê', le Parti pour une Vie Libre au Kurdistan est un groupe kurde iranien proche du PKK.

KDP-I : Parti Démocratique du Kurdistan Iranien.

Komala : Société des Travailleurs Révolutionnaires du Kurdistan Iranien, basé à Slemani.

TURQUIE

MLKP : Parti communiste marxiste-léniniste turc, pro-kurde. Il est interdit en Turquie. Il comporte une branche armée clandestine : le FESK.

HBDH : Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples, confédération de forces armées

TIKKO : guérilla urbaine, branche armée du Türkiye Komünist Partisi/Marksist-Leninist (TKP/ML)

AKP : Parti pour la Justice et le Développement. Parti au pouvoir depuis 2002, nationaliste, islamiste et néo-libéral. Erdoğan (président de Turquie) et Davutoğlu (premier ministre)

MIT : Organisation du Renseignement National, ce sont les services secrets turcs.

MHP : Le Parti d'Action Nationaliste est un parti ultra-nationaliste, panturc et islamiste. Lié aux sombres Loups Gris et aux services secrets turcs (MIT).



AGENDA 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦 🇺🇦

♦ **16 décembre à 19h** — Montpellier — Librairie « La mauvaise réputation » Discussion autour du livre *Serhildan, le soulèvement au Kurdistan* et de la situation en Turquie et au Kurdistan.

<http://niet-editions.fr>

♦ **17 décembre à 18h** — Ganges (Cévennes) — « Le café du siècle » Discussion autour du livre *Serhildan, le soulèvement au Kurdistan* et de la situation en Turquie et au Kurdistan.

<http://niet-editions.fr>

♦ **jusqu'au 23 décembre** — Paris — Institut kurde

Une exposition sur la République de Mahabîd.

http://www.institutkurde.org/activites_culturelles/event-449.html

♦ **19 janvier** — Grenoble — à l'asso ASALL, 37 rue Humbert II

Soirée projection du film «Kurdistan, rêve de printemps» suivi d'un débat.

Pour toutes infos, commentaires ou suggestions :

actukurdistan@riseup.net

Imprimez le pdf du numéro, photocopiez-le et distribuez-le autour de vous !!

PLUS D'INFOS SUR LE WEB :

Visitez les sites KEDISTAN.FR,
NEVARNEYOK.NOBLOGS.ORG, SOLIDARITEFEMMESKOBANE.ORG,
TWITTER.COM/INFO_ROJAVA, SUSAM-SOKAK.FR, etc...

ET AUSSI EN ANGLAIS...

KURDISHQUESTION.COM,
ROJAVAREPORT.WORDPRESS.COM,
DICLEHABER.COM/TR,
JINHA.COM.TR/EN,
EN.FIRATAJANS.COM,
EN.HAWARNEWS.COM, etc...

OÙ TROUVER MERHABA HEVALNO

MARSEILLE :

Manifesten — 59, rue Thiers 13001 Marseille

LYON :

Librairie La Plume Noire — 8 rue Diderot 69001 Lyon

Librairie La Gryffe — 5 Rue Sébastien Gryphe, 69007 Lyon

Association Culturelle Mésopotamie Lyon — 11 rue Mazagran 69007 Lyon

Restaurant Üsküdar — 26 rue de Marseille, La Guillotière 69007 Lyon

TOULOUSE :

Librairie Terra Nova — 18 Rue Léon Gambetta, 31000 Toulouse